

Conformément à l'article 87 de la Nouvelle Loi Communale, vous êtes invité(e) à assister à la réunion du Conseil communal qui aura lieu dans la salle du Conseil communal au Centre Administratif d'Uccle, le jeudi 22 mai 2025, à 18:30.

Overeenkomstig artikel 87 van de Nieuwe Gemeentewet, wordt u uitgenodigd om de vergadering van de Gemeenteraad bij te wonen die zal plaatsvinden in de Raadzaal in het Administratief Centrum van Ukkel op donderdag 22 mei 2025, om 18:30.

Uccle, le 14 mai 2025
Ukkel, 14 mei 2025

**CONSEIL COMMUNAL DU 22 MAI 2025
GEMEENTERAAD VAN 22 MEI 2025**

NOTES EXPLICATIVES
TOELICHTINGSNOTA

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat central - Centraal secretariaat

1 Approbation du registre de la séance du Conseil communal du 27 mars 2025

Goedkeuring van de register van de zitting van de Gemeenteraad van 27 maart 2025

2 Mission locale de Saint-Gilles.- Représentation de la Commune d'Uccle auprès du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale.

Le Conseil

Attendu que jusqu'à présent, la Commune d'Uccle était représentée dans la Mission locale pour l'emploi de Saint-Gilles par M. Lambert-Limbosch en sa qualité d'échevin de l'emploi;

Considérant que cette compétence a été repris par Mme l'échevine De Brouwer;

Qu'il y a dès lors lieu de désigner un nouveau représentant de la Commune d'Uccle,

Décide :

de désigner Mme De Brouwer, échevine ayant l'emploi dans ses compétences, comme représentant de la commune auprès de la Mission locale pour l'Emploi de Saint-Gilles.

Mission locale van Sint-Gillis. - Vertegenwoordiging van de gemeente Ukkel in de raad van bestuur en de algemene vergadering.

De Raad,

Overwegende dat de gemeente Ukkel tot op heden in de Mission locale pour l'emploi van Sint-Gillis vertegenwoordigd werd door de heer Lambert-Limbosch in zijn hoedanigheid van schepen van Werkgelegenheid;

Overwegende dat deze bevoegdheid werd overgenomen door mevrouw De Brouwer;

Dat het bijgevolg nodig is een nieuwe vertegenwoordiger van de gemeente Ukkel aan te stellen,

Besluit,

Mevrouw De Brouwer, schepen van werkgelegenheid, aan te stellen als afgevaardigde van de gemeente bij de Mission locale pour l'Emploi Van Saint-Gillies.

3 Panathlon Wallonie-Bruxelles - Représentant de la Commune aux Assemblées générales.

Le Conseil,

Vu que le Conseil en sa séance du 20 mars 2025 a décidé de renouveler la convention avec l'ASBL Panathlon Wallonie-Bruxelles;
Considérant qu'il faut dès lors désigner un représentant de la Commune aux Assemblées générales de l'ASBL;

Décide :

- de désigner Thibaud Wyngaard Echevin des sports, comme représentant de la commune aux assemblées générales.

Panathlon Wallonie-Bruxelles - Vertegenwoordiger van de Algemene vergadering.

De Raad,

Overwegende dat de Raad tijdens zijn vergadering van 20 maart 2025 heeft beslist om de overeenkomst met de VZW Panatlon Wallonie-Bruxelles te hernieuwen;
Overwegende dat het bijgevolg noodzakelijk is om een vertegenwoordiger van de gemeente aan te stellen voor de Algemene Vergaderingen van de VZW;

Besluit :

- Thibaud Wyngaard Schepen van de sporten, aan te stellen als vertegenwoordiger van de Gemeente op de Algemene Vergaderingen.

4 **ASBL Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces (CECP) - Désignation d'un candidat au Conseil d'administration**

Le Conseil,

Attendu que notre Pouvoir organisateur est affilié auprès du Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces (CECP) ;

Que l'A.S.B.L. CECP, nous demande par courriel du 2 mai 2025 la désignation d'un membre au Conseil d'Administration qui représentera la Commune d'Uccle ;

Que jusqu'à présent, la Commune y était représentée par l'échevin ayant l'Education et l'Enseignement dans ses attributions;

Qu'à la suite des élections communales, ces compétences ont été attribuées à Mme. l'échevin Gol-

Lescot,

Décide :

de désigner Mme. Gol-Lescot comme représentante de la commune pour le conseil d'administration de l'A.S.B.L. CECP pendant toute la mandature.

VZW Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces (CECP) - Voordracht van een kandidaat voor de Raad van Bestuur

De Raad,

Aangezien onze inrichtende macht lid is van de Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces (CECP);

Aangezien dat de VZW CECP via een mail van 2 mei 2025 ons gevraagd heeft een lid aan te duiden voor de Raad van Bestuur om de gemeente Ukkel te vertegenwoordigen;

Overwegende dat de gemeente tot nu toe vertegenwoordigd werd door de schepen van Opvoeding en Onderwijs;

Overwegende dat na de verkiezingen deze bevoegdheden werd toegekend aan Schepen GolLescot,

Besluit,

Mvr. Gol-Lescot te benoemen tijdens de hele zittingsperiode als vertegenwoordiger van de gemeente voor de Raad van Bestuur van het VZW CECP.

5 **Utilisation de caméras mobiles sur des drones, DIAB (Drones in a box).**

Le Conseil,

Vu la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel ;

Vu la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, et plus spécifiquement les articles 25/1 et suivants qui réglementent l'installation et l'utilisation de caméras de manière visible par les services de police.

Considérant que la zone de police Marlow souhaite développer un projet portant sur l'utilisation de caméras mobiles placées sur des drones et ce en collaboration avec la société Citymesh, située Kapellestraat 130/144 Block D, 8020 Oostkamp ;

Considérant que ce projet vise à utiliser des caméras mobiles installées sur des drones pour le territoire de la zone de police Marlow dans le cadre d'interventions d'urgences, imprévisibles et à caractère exceptionnel ; ces drones seront pilotés par un membre de la société Citymesh sous la supervision d'un membre opérationnel de la zone de police et ce, sans que l'opérateur civil puisse avoir accès aux images capturées ;

Considérant qu'une phase test et de mesure (Proof of concept) sera d'application à partir du 25/04/2025 au 30/10/2025 ;

Considérant qu'après cette phase test, une évaluation sera faite par la zone de police Marlow afin d'apprécier l'opportunité et les avantages de l'utilisation de telles caméras mobiles par nos services ;

Considérant que l'utilisation de cette technologie poursuit plusieurs objectifs majeurs, à savoir :

- Enregistrer les conditions de déroulement des interventions de police ;

- Améliorer la traçabilité et le compte rendu des opérations aux autorités de police administrative et judiciaire ;

- Accroître la sécurité des fonctionnaires de police ;

- Réduire le nombre de faits de violence ainsi que les plaintes infondées à l'encontre des agents ;

- Renforcer le professionnalisme des interventions policières.

Considérant qu'un service de police peut utiliser des caméras sur son territoire et ce, après avoir obtenu une autorisation préalable du conseil communal ;

Considérant que toute demande d'autorisation doit préciser le type de caméras, leurs finalités et leurs modalités d'utilisation ;

Considérant que les caméras dont question sont définies comme étant des caméras mobiles au sens de l'article 25/2 §1 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, dans la mesure où elles seront déplacées à l'aide d'un drone lors de son utilisation ;

Considérant que les données enregistrées comprennent :

- Les images (vidéo et photo) capturées par la caméra mobile sur drone

- Les métadonnées associées : date, plages horaires d'enregistrement et localisation GPS

Considérant que conformément à la loi sur la fonction de police :

- Les données sont conservées pour une durée maximale de 365 jours ;

- L'accès aux données est autorisé durant 30 jours à compter de leur enregistrement, sous réserve d'une justification opérationnelle ;

- Au-delà des trente premiers jours, l'accès aux données est restreint à des fins de police judiciaire et soumis à une décision écrite et motivée du procureur du Roi.

Considérant que par conséquent, et conformément aux dispositions légales régissant la matière, la zone de police Marlow conservera les images enregistrées pendant une durée de 30 jours.

Considérant que la zone de police procèdera à l'enregistrement de ce traitement de données (images) dans son propre registre de traitement ainsi que dans le registre de la police intégrée (REGPOL).

Considérant qu'une analyse d'impact et des risques sera réalisée à l'issue de la période de test afin d'évaluer les aspects relatifs à la protection de la vie privée ainsi que les avantages opérationnels, notamment concernant :

Les catégories de données à caractère personnel traitées ;

La proportionnalité des moyens employés ;

Les objectifs opérationnels à atteindre ;

La durée de conservation des données nécessaire à ces objectifs.

Enregistrement et conservation des données ;

Considérant que par ailleurs, une analyse du traitement effectué durant la phase test sera également effectuée par le DPOoffice de la zone de police Marlow afin de s'assurer de la garantie du système utilisé ;

Considérant que l'Organe de contrôle de l'information policière sera consulté préalablement à la mise en place opérationnelle de ce traitement ; que néanmoins le DPOoffice de la zone de police Marlow informera l'Organe de contrôle de l'information policière du déroulement de la phase test ;

Considérant que la zone de police veillera à informer utilement la population de l'autorisation qui lui sera délivrée d'utiliser ce système de caméras mobiles et ce via les canaux de communication de celle-ci et de l'administration communale ;

Décide :

- D'autoriser la zone de police Marlow à utiliser les caméras mobiles placées sur drone (DIAB) dans le cadre d'interventions d'urgences, imprévisibles et à caractère exceptionnel.
- De valider les finalités suivantes :
 - - Prévenir, constater et déceler des infractions ou incivilités sur la voie publique, et assurer le maintien de l'ordre public ;
 - - Rechercher et documenter les crimes, délits et contraventions, et transmettre les informations aux autorités compétentes ;
 - - Assurer un compte rendu des missions de police administrative et judiciaire ;
 - - Recueillir les informations de police administrative conformément à l'article 44/5, § 1er, al. 1er, 2° à 6° de la loi sur la fonction de police ;
 - - Gérer les plaintes judiciaires, administratives et disciplinaires ;
 - - Permettre un usage didactique et pédagogique des enregistrements dans le cadre de la formation des policiers, après anonymisation des données.

Het gebruik van mobiele camera's op drones, DIAB (Drones in a box).

De Raad,

Gelet op de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens ;

Gelet op de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, meer specifiek artikelen 25/1 en volgende die de zichtbare installatie en het gebruik van camera's door de politie regelen ;

Overwegende dat de politiezone Marlow in samenspraak met de politiezone Ukkel/WatermaalBosvoorde een project wenst te ontwikkelen in samenwerking met Citymesh, gelegen Kapellestraat 130/144 Blok D, 8020 Oostkamp ;

Overwegende dat het doel van dit project is om mobiele camera's te gebruiken die geïnstalleerd zijn op drones in de politiezone van Marlow in het geval van onvoorziene en uitzonderlijke noodsituaties; de drones worden door een Citymesh-piloot bestuurd onder toezicht van een operationeel lid van de politiezone, zonder dat de civiele operator toegang heeft tot de vastgelegde beelden ;

Overwegende dat van 25/04/2025 tot 30/10/2025 een test- en meetfase (Proof of concept) zal plaatsvinden ;

Overwegende dat na deze testfase een evaluatie zal worden uitgevoerd door de politiezone Brussel HOOOFDSTAD Elsene om de meerwaarde en de voordelen van het gebruik van dergelijke mobiele camera's door onze diensten te beoordelen ;

Overwegende dat er verschillende redenen zijn om deze technologie te gebruiken, namelijk:

- Het registreren van de omstandigheden waaronder de handelingen worden uitgevoerd ;
- De traceerbaarheid en rapportage van operaties aan de administratieve en gerechtelijke politieautoriteiten verbeteren;
- De veiligheid van politieagenten verbeteren ;
- Het aantal geweldsincidenten en ongegronde klachten tegen personeel verminderen ;
- Verbetering van de professionaliteit van politie-interventies ;

Overwegende dat een politiekorps camera's mag gebruiken binnen zijn rechtsgebied met voorafgaande toestemming van de gemeenteraad, als het over een lokale politiezone gaat ;

Overwegende dat in elk toestemmingsverzoek het type camera's, het doel en het gebruik ervan moeten worden vermeld ;

Overwegende dat het om een mobiele camera gaat in de zin van artikel 25/2 §1 van de wet van 5 augustus 1992 wet op het politieambt, aangezien de camera tijdens het gebruik ervan met behulp van een drone wordt verplaatst ;

Overwegende dat de geregistreerde gegevens het volgende omvatten :

- De beelden (video en foto) die zijn vastgelegd door de mobiele camera op de drone
- Bijbehorende metadata: datum, opnametijdstippen en GPS-locatie

Overwegende dat, in overeenstemming met de wet op het politieambt :

- Gegevens maximaal 365 dagen worden bewaard ;
- Toegang tot gegevens is toegestaan gedurende 30 dagen vanaf de datum van registratie, onder voorbehoud van operationele rechtvaardiging ;
- Na de eerste dertig dagen de toegang tot de gegevens beperkt wordt tot strafrechtelijk onderzoek en onderworpen aan een schriftelijke, gemotiveerde beslissing van de openbare aanklager ;

Overwegende dat de politiezone Marlow bijgevolg, en in overeenstemming met de wettelijke bepalingen die op deze materie van toepassing zijn, de opgenomen beelden gedurende een periode van 30 dagen zal bewaren ;

Overwegende dat de politiezone deze gegevensverwerking (beelden) zal registreren in haar eigen verwerkingsregister, alsook in het register van de geïntegreerde politie (REGPOL) ;

Overwegende dat een effect- en risicoanalyse worden uitgevoerd op het einde van de testperiode om de privacybescherming en operationele aspecten te beoordelen, met name met betrekking tot :

- Categorieën van verwerkte persoonsgegevens ;
- De evenredigheid van de gebruikte middelen ;
- Te bereiken operationele doelstellingen ;
- Hoe lang de gegevens voor deze doeleinden worden bewaard.
- Registratie en opslag van gegevens ;

Overwegende dat een analyse van de verwerking tijdens de testfase niettemin zal worden uitgevoerd door het DPOoffice van de politiezone Marlow ;

Overwegende dat het Controleorgaan op de politiediensten (COC) voorafgaand aan de operationele implementatie van deze gegevensverwerking zal worden geraadpleegd; dat het DPO-office van de politiezone Marlow het Controleorgaan niettemin op de hoogte zal brengen van het verloop van de testfase ;

Overwegende dat de politiezone erover zal waken dat de bevolking op passende wijze wordt geïnformeerd over de verleende toestemming tot het gebruik van dit systeem van mobiele camera's, en dit via de communicatiekanalen van zowel de politiezone als het gemeentebestuur ;

Besluit :

- Geeft de politiezone Marlow toestemming om een mobiele camera op een drone (DIAB) in het geval van onvoorziene en uitzonderlijke noodsituaties te gebruiken ; Keurt hiertoe de volgende doeleinden goed:
- - Overtredingen of onbetamelijkheden op de openbare weg voorkomen, registreren en opsporen, en de openbare orde handhaven ;
 - Misdaden en overtredingen onderzoeken en documenteren, en informatie doorgeven aan de juiste autoriteiten ;
 - Verslag over administratieve en gerechtelijke politiemijsies;
 - Om administratieve politiegegevens te verzamelen overeenkomstig artikel 44/5, § 1, al. 1, 2° tot 6° van de wet op de politietaak ;
 - Beheer juridische, administratieve en disciplinaire klachten ;

Om de opnames te kunnen gebruiken voor onderwijs- en trainingsdoeleinden, nadat de gegevens anoniem zijn gemaakt.

Communication - Communicatie

6 **Kermesse de la Place Saint-Job.- Réduction de la redevance à titre de compensation financière. Accord de principe.**

Le Conseil,

Vu qu'en séance du 5 novembre 2024, le Collège a marqué son accord sur le calendrier des kermesses 2025, et notamment sur l'organisation de la kermesse de Saint-Job du vendredi 23 mai au dimanche 1er juin 2025 inclus ;

Vu qu'en séance du 22 avril 2025, le Collège a marqué son accord sur l'annulation de la kermesse de mai 2025 sur la place de Saint-Job, en raison des travaux sur le pont ferroviaire Carsoel (gare de Saint-Job) et de leur impact dans le quartier, notamment en termes de densité de circulation et de limitation des emplacements de stationnement disponibles ;

Considérant qu'après discussion avec les divers participants de la kermesse, ainsi qu'après consultation du service de l'Économie uccloise en charge de l'organisation du marché hebdomadaire du lundi matin, il a été proposé de maintenir la kermesse aux dates initialement prévues ;

Vu, par ailleurs, que le marché hebdomadaire se tient tous les lundis sur la place de Saint-Job, de 7h à 14h ;

Considérant qu'une recherche amiable de solution conforme aux intérêts de chaque partie a semblé opportune ;

Considérant qu'en égard à ce qui précède, et afin de permettre également l'organisation du marché hebdomadaire le lundi 26 mai 2025, il a été proposé un aménagement du plan d'implantation des métiers des forains ;

Considérant que, pour permettre aux marchands de s'installer lors du marché hebdomadaire, le métier n°2 ne s'implantera qu'après celui-ci, soit dans l'après-midi du lundi 26 mai 2025, et que les métiers n°1, 3, 4, 17, 18 et 19 démonteront le dimanche 25 mai 2025 et ne remonteront leurs métiers qu'après ledit marché, soit dans l'après-midi du lundi 26 mai 2025 ;

Que lors de sa séance du 13 mai 2025, le Collège des Bourgmestre et Echevins a dès lors approuvé l'organisation de la kermesse de Saint-Job du mois de mai 2025, du vendredi 23 mai au dimanche 1er juin 2025 inclus (le montage étant possible à partir du 19 mai, après le marché hebdomadaire, et le démontage le 1^{er} juin) ainsi que l'adaptation du plan d'implantation de la kermesse en fonction du marché hebdomadaire ;

Considérant qu'en égard à ces aménagements, il est envisagé de proposer un dédommagement aux forains déplacés (n°1, 3, 4, 17, 18 et 19), sous la forme d'un pourcentage de la redevance due en exécution du règlement-redevance relatif à l'occupation d'un emplacement pour les activités foraines et les activités ambulantes de gastronomie foraine sur les fêtes foraines publiques et sur le domaine public en dehors des fêtes foraines publiques, formalisé par le contrat d'abonnement signé avec l'administration communale ;

Qu'il est proposé que cette compensation financière corresponde à un pourcentage de 50 % de la redevance, eu égard aux désagréments occasionnés ;

Qu'il est envisagé de proposer un dédommagement au forain n°2, qui ne pourra s'implanter qu'après le marché du lundi 26 mai 2025, sous la forme d'un pourcentage de la redevance due en exécution du même règlement-redevance, formalisé par le contrat d'abonnement qu'il a signé avec l'administration communale ;

Qu'il est proposé que cette compensation financière corresponde à un pourcentage de 75 % de la redevance, eu égard aux désagréments occasionnés ;

Considérant que le règlement-redevance relatif à l'occupation d'un emplacement pour les activités foraines et les activités ambulantes de gastronomie foraine sur les fêtes foraines publiques et sur le domaine public en dehors des fêtes foraines publiques adopté par l'Assemblée lors de sa séance du 24 avril 2025 ne prévoit pas la possibilité, dans les circonstances d'espèce, d'exonérer les redevables partiellement ou totalement du paiement de ladite redevance ;

Considérant que le Conseil communal est, dès lors, compétent pour statuer sur la proposition de réduction de la redevance due selon les modalités précisées ci-avant ;

Décide :

- D'accorder, eu égard aux aménagements ci-avant décrits, un dédommagement financier aux forains n°1, 3, 4, 17, 18 et 19 correspondant à 50 % de la redevance due en exécution du règlement-redevance susmentionné.
- D'accorder, eu égard aux aménagements ci-avant décrits, un dédommagement financier au forain n°2 correspondant à 75 % de la redevance due en exécution du même règlement-redevance susmentionné.

Bevestiging van de kermis in mei en specifieke organisatie tijdens de wekelijkse markt op het Sint-Jobsplein.

De raad,

Aangezien het college in zitting van 5 november 2024 zijn goedkeuring verleend heeft aan de planning van de kermissen in 2025 en meer bepaald aan de organisatie van de kermis van Sint-Job van vrijdag 23 mei tot en met zondag 1 juni 2025;

Aangezien het college in zitting van 22 april 2025 zijn goedkeuring verleend heeft aan de afgelasting van de kermis in mei 2025 op het Sint-Jobsplein wegens de werken aan spoorwegbrug Carsoel (station Sint-Job) en de impact ervan op de wijk, meer bepaald op vlak van verkeersdruk en beperking van het aantal beschikbare parkeerplaatsen;

Overwegende dat er na besprekingen met de verschillende deelnemers aan de kermis en na raadpleging van de dienst Ukkelse Economie, die verantwoordelijk is voor de organisatie van de wekelijkse markt op maandagvoormiddag, voorgesteld werd om de kermis te behouden op de oorspronkelijk geplande data;

Aangezien de wekelijkse markt bovendien elke maandag van 7 tot 14 uur plaatsvindt op het Sint-Jobsplein;

Overwegende dat het wenselijk leek te zoeken naar een onderhandse oplossing overeenkomstig de belangen van elke partij;

Overwegende dat er gezien het voorgaande en om de organisatie van de wekelijkse markt op maandag 26 mei 2025 ook mogelijk te maken een aanpassing van het inplantingsplan van de kermiskramen voorgesteld werd;

Overwegende, om ervoor te zorgen dat de marktkramers zich kunnen installeren op de wekelijkse markt, dat kraam 2 pas erna opgebouwd wordt, hetzij in de namiddag van maandag 26 mei 2025, en dat kraam 1, 3, 4, 17, 18 en 19 afgebroken worden op zondag 25 mei 2025 en pas opnieuw opgebouwd worden na deze markt, hetzij in de namiddag van maandag 26 mei 2025;

Dat het college van burgemeester en schepenen bijgevolg in zitting van 13 mei 2025 de organisatie van de kermis van Sint-Job in mei 2025, van vrijdag 23 mei tot en met zondag 1 juni 2025 (de opbouw is

mogelijk vanaf 19 mei, na de wekelijkse markt, en de afbraak gebeurt op 1 juni), en de aanpassing van het inplantingsplan van de kermis in functie van de wekelijkse markt goedgekeurd heeft;

Overwegende dat er gezien deze aanpassingen overwogen wordt een compensatie aan te bieden aan de verplaatste foorkramers (nummer 1, 3, 4, 17, 18 en 19), in de vorm van een percentage van de verschuldigde retributie in toepassing van het retributiereglement betreffende de bezetting van een standplaats voor kermisattracties en ambulante vestigingen van kermisgastronomie op openbare kermissen en op het openbaar domein buiten de openbare kermissen, geformaliseerd door het abonnementscontract ondertekend met het gemeentebestuur;

Dat er voorgesteld wordt dat deze financiële compensatie overeenkomt met een percentage van 50 % van de retributie, gezien de veroorzaakte overlast;

Dat er overwogen wordt een compensatie aan te bieden aan foorkramer 2, die zijn kraam pas kan opbouwen na de markt op maandag 26 mei 2025, in de vorm van een percentage van de verschuldigde retributie in toepassing van hetzelfde retributiereglement, geformaliseerd door het abonnementscontract dat hij ondertekend heeft met het gemeentebestuur;

Dat er voorgesteld wordt dat deze financiële compensatie overeenkomt met een percentage van 75 % van de retributie, gezien de veroorzaakte overlast;

Overwegende dat het retributiereglement betreffende de bezetting van een standplaats voor kermisattracties en ambulante vestigingen van kermisgastronomie op openbare kermissen en op het openbaar domein buiten de openbare kermissen, goedgekeurd door de vergadering in zitting van 24 april 2025, niet voorziet in de mogelijkheid, in de specifieke omstandigheden, om de belastingplichtigen gedeeltelijk of volledig vrij te stellen van deze retributie;

Overwegende dat de gemeenteraad bijgevolg bevoegd is om een uitspraak te doen over het voorstel tot vermindering van de verschuldigde retributie volgens de hierboven verduidelijkte modaliteiten; Beslist:

- Gezien de hierboven beschreven aanpassingen een financiële compensatie toe te kennen aan foorkramers 1, 3, 4, 17, 18 en 19 die overeenkomt met 50 % van de verschuldigde retributie in toepassing van het voornoemde retributiereglement;
- Gezien de hierboven beschreven aanpassingen een financiële compensatie toe te kennen aan foorkramer 2 die overeenkomt met 75 % van de verschuldigde retributie in toepassing van hetzelfde voornoemde retributiereglement.

7 **Don à la Ville de Bruxelles d'un costume de Manneken-Pis de la part de la Commune d'Uccle – Demande d'accord.**

Le Conseil,

Considérant que le bourgmestre de la Ville de Bruxelles, Monsieur Philippe Close, a proposé que la Commune d'Uccle fasse don à la Ville de Bruxelles du 1180ème costume de Manneken-Pis;

Considérant que Manneken-Pis est un symbole fort pour Bruxelles, capitale de la Belgique et de l'Europe et qu'il permet de valoriser l'héritage et l'histoire d'associations ou de pays;

Qu'il prête son image à toutes celles et ceux qui respectent les droits humains et la liberté d'expression;

Que depuis le XVIIIe siècle, la garde-robe de Manneken-Pis fait partie de l'Héritage de la Ville de Bruxelles et est conservée par le Musée de la Ville - Maison du Roi;

Que la garde-robe de Manneken-Pis bénéficie d'un espace d'exposition, situé 19 rue du Chêne, qui permet de mettre en valeur ces costumes;

Qu'à ce jour, Manneken-Pis possède 1166 costumes dans sa garde-robe officielle et que selon les prévisions le 1180ème costume de Manneken-Pis pourrait être offert fin juin ou début juillet 2025;

Considérant que pour ce don, une demande motivée a été introduite et qu'un dossier de remise d'un costume de Manneken-Pis a été réalisé;

Considérant que le choix s'est porté sur les géants de Saint-Job illustrant les Seigneurs de Carloo, emblèmes folkloriques d'Uccle, et plus précisément le Baron Jean-Joseph van der Noot, figure historique liée à la Commune d'Uccle par son rôle dans l'histoire du quartier Saint-Job;

Qu'en effet le Baron Jean-Joseph van der Noot, en tant que propriétaire d'un domaine à Uccle, a contribué au développement de notre Commune;

Considérant que pour la réalisation de ce costume, le Collège a désigné, lors de sa séance du 29 avril 2025, Madame Sophie Wéry, styliste et couturière, qui possède l'expertise dans ce domaine ; que ce choix permet par ailleurs de répondre aux critères de recevabilité et de sélection du règlement concernant le don d'un costume et les habillages de Manneken-Pis;

Considérant que le Collège des Bourgmestre et Echevins a marqué, lors de cette même séance, son accord de principe sur le don de ce costume, le 1180^{ème}, à la Ville de Bruxelles sous réserve de l'approbation du Conseil communal;

Vu l'article 117 § 1^{er} de la Nouvelle Loi Communale;

Décide:

de marquer son accord sur le don du costume de Manneken-Pis tel que décrit ci-dessus, le 1180^{ème}, à la Ville de Bruxelles.

Schenking aan de stad Brussel van een kostuum voor Manneken Pis door de gemeente Ukkel – Vraag tot toestemming.

De raad,

Overwegende dat de burgemeester van de stad Brussel, de heer Philippe Close, voorgesteld heeft dat de gemeente Ukkel het 1180e kostuum van Manneken Pis schenkt aan de stad Brussel;

Overwegende dat Manneken Pis een sterk symbool is voor Brussel, de hoofdstad van België en Europa, en dat hij het erfgoed en de geschiedenis van verenigingen of landen kan opwaarderen;

Dat hij model staat voor iedereen die de mensenrechten en de vrije meningsuiting respecteert;

Dat de garderobe van Manneken Pis sinds de 18e eeuw deel uitmaakt van het erfgoed van de stad Brussel en bewaard wordt door het Museum van de Stad Brussel - Broodhuis;

Dat de garderobe van Manneken Pis een tentoonstellingsruimte heeft in de Eikstraat 19, die deze kostuums in de spotlights zet;

Dat Manneken Pis momenteel 1.166 kostuums heeft in zijn officiële garderobe en dat volgens de voorspellingen het 1180e kostuum van Manneken Pis eind juni of begin juli 2025 geschonken zou kunnen worden;

Overwegende dat er voor deze schenking een gemotiveerde aanvraag ingediend werd en dat er een overhandigingsdossier van een kostuum voor Manneken Pis opgesteld werd;

Overwegende dat de keuze uitgegaan is naar de reuzen van Sint-Job, die de heren van Carloo afbeelden, folkloristische emblemen van Ukkel, en meer in het bijzonder baron Jean-Joseph van der Noot, een historische figuur die met de gemeente Ukkel verbonden is door zijn rol in de geschiedenis van wijk Sint-Job;

Dat baron Jean-Joseph van der Noot, als eigenaar van een domein in Ukkel, immers bijgedragen heeft aan de ontwikkeling van onze gemeente;

Overwegende dat het college voor de verwezenlijking van dit kostuum in zitting van 29 april 2025 mevr. Sophie Wéry aangeduid heeft, een styliste en modeontwerpster die ervaring heeft in dit domein; dat deze keuze het bovendien mogelijk maakt te beantwoorden aan de ontvankelijkheids- en selectiecriteria van het reglement voor de schenking van een kostuum en de aankleding van Manneken Pis;

Overwegende dat het college van burgemeester en schepenen in dezelfde zitting zijn principeakkoord verleend heeft aan de schenking van dit kostuum, het 1180e, aan de stad Brussel, onder voorbehoud van de goedkeuring van de gemeenteraad;

Gelet op artikel 117 §1 van de Nieuwe Gemeentewet;

Beslist:

Zijn goedkeuring te verlenen aan de schenking van het kostuum voor Manneken Pis zoals hierboven beschreven, het 1180e, aan de stad Brussel.

DÉPARTEMENT FINANCES - DEPARTEMENT FINANCIËN

Recette - Ontvangerij

8 **Convention entre la commune d'Uccle, le CPAS et le Fonds régional de refinancement des trésoreries communales.- accord et adoption de la convention.**

Le Conseil,

A endu le FRBRTC (Fonds régional de refinancement des trésoreries communales) a pour mission d'octroyer des prêts à court terme dans le cadre du financement de l'ouverture des crédits et de réaliser les opérations de gestion de la dette de la Commune et des CPAS sur les prêts octroyés par des institutions financières;

A endu que le Fonds octroie à la Commune et aux CPAS des prêts destinés à l'ouverture de crédit, soit le financement de l'avance de trésorerie à court terme de la Commune;

A endu que le montant maximal de ces prêts octroyés par le Fonds et non remboursés par la Commune et les CPAS ne peut être supérieur à l'avance de trésorerie octroyée par les institutions financières à la Commune sur base des prévisions de recettes et de dépenses de la Commune;

A endu que le Fonds se voit également confier une mission de conseiller auprès de la commune dans les aspects relatifs à la gestion de la trésorerie et la dette;

Attendu que le FRBRTC est un partenaire "in-house" et qu'il ne faut donc pas procéder à un marché public;

Attendu que les taux proposés par le Fonds sont nettement meilleurs que ceux offerts par les différentes banques;

Considérant que le FRBRTC a pour mission d'octroyer des prêts à court terme dans le cadre du financement de l'ouverture de crédits et de réaliser les opérations de gestion de la dette du CPAS sur les prêts octroyés par des institutions financières;

Considérant que le FRBRTC peut octroyer au CPAS des prêts à court terme des nés à financer les coûts supplémentaires des travaux du Domaine Neckersgat avant de recevoir les produits de la vente du Fonds Calvoet, du Home Brugmann, des 2 villas, de recevoir le subside de la Direction du Patrimoine Culturel, et de recevoir le montant de l'emprunt pour le solde;

Considérant que le tableau du 16 avril 2025 (cf. annexe) repose sur des ventes prévues (et donc non confirmées);

Considérant que les marges demandées par le FRBRTC sont meilleures que celles des autres banques;

Considérant que l'urgence se justifie par la nécessité de bénéficier du taux le plus avantageux dès que le CPAS se trouvera en déficit de trésorerie, ce qui devrait arriver dans les mois à venir;

Considérant qu'en date du 23 avril 2025, le conseil du CPAS a approuvé et signé la proposition de convention entre le CPAS, la commune et le FRBRTC (cf. annexe);

Marque son accord pour que le CPAS fasse appel au FRBRTC pour les avances de trésorerie à court terme, la gestion de la dette et pour signer la convention, ci-jointe.

Overeenkomst tussen de gemeente Ukkel, het OCMW en het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën.-Akkoord en goedkeuring van de overeenkomst.

De raad,

Aangezien het BGHGT (Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën) leningen op korte termijn toekent in het kader van de financiering van kredietopeningen en het schuldenbeheer van de gemeente met betrekking tot leningen, toegekend door financiële instellingen;

Aangezien het fonds aan de gemeente en het OCMW leningen toekent voor kredietopeningen, ofwel de financiering van het thesaurievoorschot op korte termijn van de gemeente;

Aangezien het maximumbedrag van de door dit fonds toegekende leningen - niet terugbetaald door de gemeente - niet hoger mag zijn dan het thesaurievoorschot, toegekend door de financiële instellingen aan de gemeente op basis van ontvangsten en uitgavenverwachtingen van de gemeente;

Aangezien het fonds eveneens advies verleent aan de gemeente inzake het beheer van de thesaurie en de schuld;

Aangezien het BGHGT een "in-house" partner is en er aldus geen overheidsopdracht uitgeschreven moet worden;

Aangezien de voorgestelde tarieven van dit fonds aanzienlijk beter zijn dan de offertes van verschillende banken;

Aangezien het BGHGT leningen op korte termijn toekent in het kader van de financiering van kredietopeningen en beheeroperaties uitvoert van de OCMW-schuld op leningen, toegekend door financiële instellingen;

Overwegende dat het BGHGT aan het OCMW kortlopende leningen kan verstrekken om de extra kosten van de werken aan het Neckersgatdomein te financieren voordat de opbrengsten van de verkoop van het Fonds Calvoet, het Brugmannthuis en de twee villa's zijn ontvangen, voordat de subsidie van de Directie Cultureel Erfgoed is ontvangen en het bedrag van de lening voor het saldo is ontvangen;

Overwegende dat de tabel van 16 april 2025 (zie bijlage) gebaseerd is op verwachte (en dus niet bevestigde) verkopen;

Overwegende dat de door het BGHGT gevraagde marges gunstiger zijn dan die van andere banken;

Overwegende dat de urgente gerechtvaardigd is door de noodzaak om te profiteren van de meest gunstige rentevoet zodra het OCMW een kastekort heeft, wat naar verwachting in de komende maanden het geval zal zijn;

Overwegende dat de raad van het OCMW op 23 april 2025 (zie bijlage) het voorstel voor een overeenkomst tussen het OCMW, de gemeente en het BGHGT heeft goedgekeurd en ondertekend;

Verleent zijn goedkeuring aan het OCMW om een beroep te doen op het BGHGT voor de thesaurievoorschot en op korte termijn, het schuldbeheer en om de toegevoegde overeenkomst te ondertekenen.

DÉPARTEMENT RESSOURCES HUMAINES - DEPARTEMENT HUMAN RESSOURCES

Personnel - Personeel

9 Personnel.- Cadre Soins et Assistance.- Crèches.- Personnel d'encadrement.- Modifications

Le Conseil,

Considérant l'accord de principe du Collège du 15 février 2022 quant à l'organisation d'un examen de promotion d'adjoint administratif chef, d'assistant administratif chef, secrétaire administratif chef et secrétaire technique chef pour les cadres administratif / technique / informatique et soins et assistance ;

Vu la décision du Collège du 21 mai 2024 d'organiser des examens de promotion et de recrutement pour des fonctions d'encadrement de rang 5 et ce dans le but de renforcer la ligne managériale ; Considérant qu'en date du 30 décembre 2024, le Collège a pris acte des résultats des examens de promotion et de recrutement pour des fonctions d'encadrement ;

Considérant que le cadre Soins et Assistance-Crèches prévoit actuellement 4 postes de secrétaire technique chef ;

Qu'il faudrait dès lors prévoir un poste supplémentaire dans le cadre Soins et Assistance : 1 secrétaire technique-chef (pour les crèches) (B5) comme proposé par le Collège lors de sa séance du 22 avril 2025 ;

Vu que la proposition de modification a été soumise au Comité Particulier de Négociation du 8 mai 2025 et a fait l'objet d'un protocole d'accord,

Décide :

De modifier le cadre Soins et Assistance - Crèches selon le projet en annexe.

Personeel.- Kader van de Verzorgings-en Bijstandsdiensten.- Kinderdagverblijven- Kaderpersoneel.- Wijzigingen

De raad,

Overwegende het principeakkoord van het college van 15 februari 2022 voor de organisatie van een bevorderingsexamen van administratief hoofdadjuunt, administratief hoofdassistent, administratief hoofdsecretaris en technisch hoofdsecretaris voor het administratief / technisch / informatica- en verzorgings- en bijstandskader;

Gelet op de beslissing van het college van 21 mei 2024 om bevorderings- en aanwervingsexamens voor kaderfuncties van rang 5 te organiseren om het managementteam te versterken;

Overwegende dat het college op 30 december 2024 akte genomen heeft van de resultaten van de bevorderings- en aanwervingsexamens voor kaderfuncties; Overwegende dat het verzorgings- en bijstandskader-Kinderdagverblijven momenteel voorziet in 4 posten van technisch hoofdsecretaris; Dat

er bijgevolg in een extra post voorzien zou moeten worden in het verzorgings- en bijstandskader: 1 technisch hoofdsecretaris (voor de kinderdagverblijven) (B5) zoals voorgesteld door het college in zitting van 22 april 2025;

Aangezien het voorstel tot wijziging voorgelegd werd aan het Bijzonder Onderhandelingscomité van 8 mei 2025 en het voorwerp uitgemaakt heeft van een protocolakkoord,

Beslist:

Het verzorgings- en bijstandskader-Kinderdagverblijven te wijzigen volgens het ontwerp in de bijlage.

DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIMTE

Voirie - Wegen

10 Rue du Kriekenput - renoncement partiel à l'alignement.

Le Conseil,

Considérant que la société immobilière de logements sociaux Alliance Bruxelloise Coopérative désire céder sa parcelle cadastrée ou l'ayant été sous 4e Division, Section F, numéro 354B2, sise à gauche du n° 27 du chemin de la Forêt;

Considérant que cette parcelle actuellement en nature de jardin se trouve, ensemble avec sa voisine cadastrée ou l'ayant été sous 4e Division, Section F, numéro 231D12, sur le tracé d'une extension de la rue du Kriekenput telle que prévue par le "Plan d'Aménagement Voirie" du Quartier Homborch adopté par le Conseil Communal en séance du 10 février 1947;

Considérant que ce plan d'aménagement prévoyait le raccordement de la rue du Kriekenput au chemin de la Forêt, ce dernier devant lui-même être élargi à 15 mètres entre alignements;

Considérant que, si la rue du Kriekenput fut bien construite dans les années 1950, elle fut cependant interrompue au droit de l'embranchement avec l'avenue du Furet, le raccordement sur le chemin de la Forêt n'ayant jamais été mis en œuvre;

Considérant que l'élargissement du chemin de la Forêt ne fut jamais mis en œuvre non plus;

Considérant que le plan accompagnant l'acte de cession à la Commune d'une partie des voiries de la cité Chantecler comporte la rue du Kriekenput, mais à l'exclusion notable de la prolongation destinée au raccordement sur le chemin de la Forêt, remplacée par l'amorce d'une "servitude au profit de la Commune", sans mention de la nature de celle-ci;

Considérant que la connexion Kriekenput – Furet est néanmoins assurée par un piétonnier, semble-t-il établi en servitude sur la parcelle voisine, cadastrée ou l'ayant été sous 4e Division, Section F, numéro 354K2;

Considérant qu'il s'indique de pérenniser l'existence de ce piétonnier;

Considérant que l'examen minutieux des archives des services de la Voirie et des Propriétés

Communales ne révèle aucune explication tant pour l'abandon de l'élargissement du chemin de la Forêt, que pour l'interruption de la rue du Kriekenput au droit de l'avenue du Furet et son remplacement par un piétonnier établi à côté de l'assiette prévue pour la voirie;

Considérant que le Plan Communal de Mobilité 2023 reste muet quant à cette prolongation éventuelle de la rue du Kriekenput;

Considérant que la vision actuelle de la mobilité ne nécessite ni cette extension ni l'élargissement du chemin de la Forêt;

Vu les Circulaires ministérielles des 30 mars 1907 et 25 octobre 1908 relatives à l'élaboration et à l'approbation des plans généraux d'alignement;
Vu les articles 27 et 28 de la loi du 10 avril 1841 sur les chemins vicinaux;
Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

Décide:

de renoncer à l'exécution du raccordement de la rue du Kriekenput au chemin de la Forêt en faisant usage des parcelles F354B2 et F231D12 comme prévu au Plan d'Aménagement de 1947; de renoncer aux alignements de ce raccordement sur les deux parcelles précitées; de lancer la procédure de reconnaissance officielle du piétonnier.

Kriekenputstraat - gedeeltelijk afstanddoening van de rooilijn.

De raad,

Overwegende dat de vastgoedvennootschap van sociale woningen Alliance Bruxelloise Coopérative afstand wil doen van haar perceel, gekadastraerd of vroeger gekadastraerd onder de 4e afdeling, sectie F, nummer 354B2, gelegen links van de Woudweg 27;

Overwegende dat dit perceel, momenteel in de vorm van een tuin, zich samen met het naburige perceel, gekadastraerd of vroeger gekadastraerd onder de 4e afdeling, sectie F, nummer 231D12, bevindt op het tracé van een uitbreiding van de Kriekenputstraat zoals gepland door het "Plan van aanleg van wegen" van wijk Homborch, aangenomen door de gemeenteraad in zitting van 10 februari 1947;

Overwegende dat dit plan van aanleg voorzag in de verbinding van de Kriekenputstraat met de Woudweg, die zelf verbreed moest worden tot 15 meter tussen de rooilijnen;

Overwegende dat, hoewel de Kriekenputstraat aangelegd werd in de jaren '50, ze echter onderbroken werd ter hoogte van de kruising met de Fretlaan, waarbij de verbinding met de Woudweg nooit tot stand gekomen is;

Overwegende dat de verbreding van de Woudweg ook nooit tot stand gekomen is;

Overwegende dat het plan bij de akte van overdracht aan de gemeente van een deel van de wegen van wijk Canteclae de Kriekenputstraat omvat, maar opmerkelijk uitgezonderd de verlenging bestemd voor de verbinding met de Woudweg, vervangen door het begin van een "erfdienstbaarheid ten bate van de gemeente", zonder vermelding van de aard ervan;

Overwegende dat de verbinding Kriekenput - Fret echter verzekerd wordt door een voetgangerszone, blijkbaar gevestigd in erfdienstbaarheid op het naburige perceel, gekadastraerd of vroeger gekadastraerd onder de 4e afdeling, sectie F, nummer 354K2;

Overwegende dat het bestaan van deze voetgangerszone bestendig moet worden;

Overwegende dat het nauwgezet onderzoek van de archieven van de Wegendienst en de dienst Gemeente-eigendommen geen enkele verklaring aan het licht brengt zowel voor de afstand van de verbreding van de Woudweg als voor de onderbreking van de Kriekenputstraat ter hoogte van de Fretlaan en de vervanging ervan door een voetgangerszone gevestigd naast de voor de weg geplande bedding;

Overwegende dat het Gemeentelijk Mobiliteitsplan 2023 niets vermeldt over deze eventuele verlenging van de Kriekenputstraat;

Overwegende dat de huidige mobiliteitsvisie noch deze uitbreiding noch de verbreding van de Woudweg vereist;

Gelet op de ministeriële omzendbrieven van 30 maart 1907 en 25 oktober 1908 betreffende het opstellen en het goedkeuren van algemene rooilijnplannen;
Gelet op artikel 27 en 28 van de wet van 10 april 1841 op de buurtwegen;
Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;
Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

Beslist:

Afstand te doen van de uitvoering van de verbinding tussen de Kriekenputstraat en de Woudweg door gebruik te maken van perceel F354B2 en F231D12 zoals gepland in het plan van aanleg van 1947;
Afstand te doen van de rooilijnen van deze verbinding op de twee voornoemde percelen; De procedure voor de officiële erkenning van de voetgangerszone op te starten.

DÉPARTEMENT AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET POLITIQUE FONCIÈRE DEPARTEMENT RUIMTELIJKE ORDERING EN GRONDBELEID

Propriétés communales - Gemeente-eigendommen

11 Propriétés Communales – Place Vander Elst – Convention d'occupation précaire du 3e étage par « Groupe ARTE VIII » Photo Club D'Uccle– approbation de la convention d'occupation précaire.

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale et notamment les articles 117 et 232 ;

Considérant que le 3e étage du bâtiment situé Place Vander Elst est inoccupé depuis le départ des services ;

Considérant que « Groupe Arte VIII », association de fait souhaite pouvoir occuper une partie de l'étage ;

Qu'il occupait les locaux du 1er étage de la salle de sports située rue Paul Stroobant depuis de nombreuses années ;

Qu'une profonde rénovation de la salle de sport va démarrer et que le « Groupe Arte VIII » doit quitter définitivement les lieux d'ici à l'été ;

Que le but poursuivi par le « Groupe Arte VIII » est d'encourager, propager et développer la photographie artistique parmi ses membres ;

Que « Groupe Arte VIII » organise tout au long de l'année en collaboration avec la Commune, le CCU, des asbl communales des réunions, expositions, concours intérieurs, séances de projections et toute autre manifestation en rapport avec la photographie, que ces activités se déroulent principalement le soir 1 fois par semaine hors événement comme le parcours d'artiste par exemple ;

Considérant que « Groupe Arte VIII » s'acquittera d'une redevance de 50 euros par mois ainsi qu'un forfait de 60 euros par mois pour les consommations (eau, gaz et électricité) ;

Considérant qu'une convention d'occupation précaire d'une durée de trois ans renouvelable démarrant le 1er juillet 2025 a été préparée par le service ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Décide :

D'autoriser la mise à disposition d'une partie du 3e étage du bâtiment situé Place Vander Elst à l'association de fait « Groupe Arte VIII » représentée par son Président, Monsieur Jean Theys, domicilié à 1180 Uccle, 15 rue du Ham et son vice-président, Monsieur Charles Tallier, domicilié à 1180 Uccle, 70 rue Basse ;

D'approuver la convention d'occupation précaire de trois ans renouvelable, en sa faveur, aux conditions suivantes : redevance de 50€/mois ainsi qu'un forfait de 60€/mois pour les charges (eau, gaz électricité), résiliation possible moyennant préavis d'un mois.

Gemeente-eigendommen - Jean Vander Elstplein - Overeenkomst precare bezetting van de 3e verdieping door "Groupe ARTE VIII" Photo Club d'Uccle - goedkeuring van de Overeenkomst precare bezetting.

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet en in het bijzonder artikel 117 en 232;

Overwegende dat de 3e verdieping van het gebouw op het Jean Vander Elstplein leegstaat sinds het vertrek van de diensten;

Overwegende dat "Groupe Arte VIII", een feitelijke vereniging, een deel van de verdieping wil kunnen bezetten;

Dat hij de lokalen op de 1e verdieping van de sportzaal in de Paul Stroobantlaan al enkele jaren bezette;

Dat er een grondige renovatie van de sportzaal aanvangt en dat "Groupe Arte VIII" de plaatsen tegen de zomer definitief moet verlaten;

Dat "Groupe Arte VIII" als doel nastreeft om artistieke fotografie aan te moedigen, te verspreiden en te ontwikkelen onder zijn leden;

Dat "Groupe Arte VIII" het hele jaar door, in samenwerking met de gemeente, het CCU en gemeentelijke vzw's, bijeenkomsten, tentoonstellingen, interne wedstrijden, vertoningen en allerlei andere evenementen in verband met fotografie organiseert en dat deze activiteiten voornamelijk 1 keer per week 's avonds plaatsvinden, met uitzondering van evenementen zoals het Kunstenaarsparcours;

Overwegende dat "Groupe Arte VIII" een retributie van 50 euro per maand en een forfait van 60 euro per maand voor het verbruik (water, gas en elektriciteit) zal betalen;

Overwegende dat er een precare overeenkomst voor een duur van drie jaar, verlengbaar, met aanvang op 1 juli 2025 voorbereid werd door de dienst;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist:

De terbeschikkingstelling van een deel van de 3e verdieping van het gebouw op het Jean Vander Elstplein aan feitelijke vereniging "Groupe Arte VIII", vertegenwoordigd door zijn voorzitter, de heer Jean Thys, woonachtig in de Hamstraat 15 te 1180 Ukkel, en door zijn vicevoorzitter, de heer Charles Tallier, woonachtig in de Diepestraat 70 te 1180 Ukkel, toe te staan;

De preciaire gebruiksovereenkomst voor een duur van drie jaar, verlengbaar, hiervoor goed te keuren op de volgende voorwaarden: retributie van € 50/maand en een forfait van € 60/maand voor de lasten (water, gas en elektriciteit), opzegging mogelijk met een opzegtermijn van een maand.

12 **Marché public relatif à la « Gestion des repas des cantines des écoles communales d’Uccle de 2022 à 2026 » - Taux de la TVA applicable. – Position du Service des Décisions Anticipées en matière fiscale.- Point sur le dossier et suivi.**

Le Conseil,

Considérant qu’en séance du 21 juin 2022, le Collège a attribué le marché public relatif aux repas scolaires à la société TCO Service, débutant le 1er septembre 2022 pour une durée de 4 ans ;

Qu’il s’agit d’un marché public de services, qui a pour objet la préparation et la gestion de repas en alimentation, conditionnements, transports répondant aux critères du développement durable, pour trois sections : maternelles, primaires et adultes, dans les cuisines suivantes :

- École de Messidor, 161 avenue de Messidor ;
- École des Églantiers, 21 avenue des Églantiers ;
- École du Val Fleuri, 140 rue Gatti de Gamond ;
- École de Calevoet, 10 rue François Vervloet ;
- École du Homborch, 34 avenue d’Homborchveld ;

Qu’un taux de la TVA de 12 % est applicable pour les prestations dudit marché ;

Considérant qu’il ressortait de l’analyse du service juridique que la Commune pourrait bénéficier d’un taux réduit de la TVA de 6 % sur les repas scolaires si l’opération est qualifiée de livraison de biens lorsque la mise à disposition de locaux et la prise en charge de frais sont effectuées à titre onéreux ;

Considérant l’arrêt "*Manfred Bog*" de la CJUE, qui précise que, dans le cadre de la restauration collective, la mise à disposition des locaux et certains frais à titre onéreux peut être qualifiée de livraison de biens ;

Qu’au vu de ce qui précède, il semblait envisageable de mettre les cuisines des écoles communales à disposition de l’adjudicateur, moyennant paiement d’une redevance afin de bénéficier de la qualification de livraison de biens et donc d’un taux de la TVA de 6 % pour « la livraison des repas » ;

Qu’à cet égard, une réunion a eu lieu avec le service des propriétés communales et la centrale des marchés ;

Qu'à l'issue de cette réunion, il était envisagé de :

- faire entrer les écoles communales dans le domaine public
- mettre en location au profit de la société TCO Service, les 5 cuisines occupées moyennant le paiement d'une redevance;

Qu'en égard à la complexité du dossier et afin d'assurer la sécurité juridique de l'opération envisagée, le Collège a désigné Maître Arnaud Scheyvaerts, avocat fiscaliste, lors de sa séance du 10 janvier 2023, pour analyser le présent dossier, introduire une demande de préfling auprès du SDA et représenter les intérêts de la Commune ;

Que Me Scheyvaerts avait attiré l'attention de la Commune sur la problématique de la requalification potentielle des futures redevances que paierait TCO pour l'utilisation des cuisines des écoles en revenus mobiliers, entraînant l'application d'un précompte mobilier de 30% ;

Que Maître Scheyvaerts a indiqué à ce sujet que bien que très contestable, la situation s'est déjà présentée dans d'autres communes ;

Que dans les affaires de ce type, l'État soutient que l'objet principal des conventions de concession est de concéder le droit d'exercer une activité déterminée dans un lieu précis et dénie donc l'objet immobilier de ces conventions ;

Qu'en l'espèce, dès lors que la Commune envisage de demander une participation financière à TCO pour l'occupation des cuisines scolaires, la rédaction d'une concession domaniale est privilégiée afin d'éviter cette requalification ;

Que Maître Scheyvaerts indiquait que le risque existe néanmoins de voir l'administration requalifier ces contributions en revenus mobiliers ;

Qu'en égard à ce qui précède, le Collège, lors de sa séance du 4 avril 2023, a décidé d'élargir le mandat de Me Scheyvaerts afin que la demande de préfling porte également sur la confirmation de la nature de ces futures redevances ;

Que le 28 avril 2023, Me Scheyvaerts a introduit une demande de préfling auprès du SDA en présentant une première version de la convention domaniale, dans lequel il était précisé que le contrat était de nature immobilière ;

Que le SDA avait quelques questions factuelles relatives à la motivation du changement d'opération de la mise à disposition des cuisines à titre onéreux et non plus à titre gratuit, à la rémunération de TCO pour la gestion des repas et à la fixation du montant de la redevance ;

Que ces questions ont fait l'objet de plusieurs échanges entre Me Scheyvaerts et le SDA ;

Que le 9 octobre 2023, Me Scheyvaerts a informé le service juridique que pour certains membres du SDA, le projet de convention domaniale laisserait sous-entendre qu'outre les bâtiments, est également mis à disposition du « petit matériel » (friteuses, frigos, etc.) ce qui, en fonction de sa nature, pourrait être qualifié de revenus mobiliers, entraînant l'application d'un précompte mobilier de 30% ;

Que la centrale des marchés a expliqué que, bien qu'il y ait quelques biens meubles dans les cuisines, ce petit mobilier est marginal et qu'il s'agit en réalité de cuisines équipées et donc de meubles par incorporation ;

Qu'en date du 13 octobre 2023, Me Scheyvaerts a dès lors transmis ces informations au SDA par l'introduction de la motivation complémentaire, justifiant le fait que l'ensemble des équipements mis à disposition de la société TCO est incorporé à l'immeuble faisant l'objet de la concession domaniale (immeuble par incorporation) ;

Que le 9 novembre 2023, Me Scheyvaerts a informé que malgré ces explications complémentaires, les membres du Collège du SDA estimaient encore qu'aussi infime soit-elle, il y a une part de location mobilière dans la mise à disposition d'une cuisine ;

Que selon le SDA, il convient dès lors de revoir la convention domaniale pour prévoir un pourcentage, même infime, de cette location mobilière ;

Qu'il a été préconisé d'adapter le contrat de concession domaniale en :

- précisant que le contrat est de nature principalement immobilière et ne comporte qu'une quote-part mobilière, évaluée à 1 %, et ce sur base de la situation réelle des biens meubles qui seraient mis à disposition de TCO ;
- prévoyant une ventilation de cette redevance avec une partie immobilière (99%) et une partie mobilière (1 %) ;

Que selon le service des propriétés communales, seul le présent dossier serait concerné par cette situation du précompte mobilier ;

Considérant que le 23 novembre 2023, Maître Scheyvaerts a expliqué que la Commune pouvait choisir de prendre en charge ou de transférer l'obligation de déclaration et de paiement du précompte mobilier à TCO ;

Considérant qu'après des discussions avec TCO, il a été convenu que la Commune assumerait cette obligation, ce qui a conduit à l'adaptation du contrat de concession ; Que cette nouvelle version du contrat de concession a été soumise pour approbation à TCO ;

Que suite à d'ultimes observations formulées, une dernière version du contrat de concession domaniale lui a été soumise pour observation éventuelle ou accord en date du 26 juin 2024 ;

Que, par un courriel du 24 octobre 2024, TCO nous a rendu son accord sur le dernier projet de contrat de concession domaniale ;

Que selon cet accord la redevance domaniale est fixée à un montant de 500 EUR par cuisine par mois, comprenant la ventilation suivante : partie immobilière 495 EUR et partie mobilière 5 EUR ;

Que cet accord a été acté formellement par un courrier du 7 novembre 2024 ;

Que lors de sa séance du 26 novembre 2024, le Collège des Bourgmestre et Echevins a approuvé cette version du projet de contrat de convention ;

Que lors de sa séance du 20 février 2025, le Conseil communal a décidé d'affecter au domaine public, entres autres, les écoles fondamentales suivantes :

- Ecole communale de Calevoet ;
- Ecole communale des Églantiers ;
- Ecole communale du Homborch ;
- Ecole communale du Val Fleuri ;

Que lors de sa séance du 24 avril 2025, l'école de Messidor a également fait l'objet d'une affectation au domaine public ;

Que le 26 mars 2025, le SDA a rendu son avis concernant notre demande portant sur le régime applicable en matière d'impôt sur les revenus et de TVA à la fourniture de repas réalisées par la société TCO Services au bénéfice des 5 écoles communales précitées ; Que dans sa décision, le SDA confirme qu'au niveau TVA, les prestations de catering réalisées par la société TCO dans les locaux des 5 écoles précitées, mis à disposition par la Commune d'Uccle peuvent être considérées comme une livraison de biens et, partant, être soumises au taux de 6% ;

Qu'au vu de cette décision positive, il convient à présent de faire valider le contrat de concession domaniale par le Conseil communal ;

Considérant ces éléments ;

Décide:

- d'approuver la dernière version du projet de contrat de concession domaniale telle qu'annexée.

Overheidsopdracht met betrekking tot het "Beheer van de maaltijden voor de refters van de gemeentescholen van Ukkel van 2022 tot 2026".- Toepasselijk btw-tarief.- Standpunt van de Dienst Voorafgaande Beslissingen in fiscale zaken.- Analyse van het dossier en opvolging.

De raad,

Overwegende dat het college in zitting van 21 juni 2022 de overheidsopdracht met betrekking tot de schoolmaaltijden gegund heeft aan de firma TCO Service, met aanvang op 1 september 2022 voor een duur van 4 jaar;

Dat het een overheidsopdracht van diensten betreft met als voorwerp de bereiding en het beheer van maaltijden, de verpakking en het transport met respect voor de criteria van duurzame ontwikkeling, voor drie afdelingen: kleuteronderwijs, basisonderwijs en volwassenen, in de volgende keukens:

- School Messidor, Messidorlaan 161;
- School Les Églantiers, Wilderozelaarslaan 21;
- School Val Fleuri, Gatti de Gamondstraat 140;
- School Calevoet, François Vervloetstraat 10;
- School Homborch, Homborchveldlaan 34;

Dat er een btw-tarief van 12 % van toepassing is op de prestaties van deze opdracht;

Overwegende dat uit de analyse van de Juridische dienst bleek dat de gemeente een verminderd btw-tarief van 6 % op de schoolmaaltijden zou kunnen genieten indien de verrichting gekwalificeerd wordt als levering van goederen wanneer de terbeschikkingstelling van de lokalen en de tenlasteneming van de kosten onder bezwarende titel gebeuren; Overwegende het arrest-Manfred Bog van het HvJ-EU, dat verduidelijkt dat in het kader van catering de terbeschikkingstelling van de lokalen en bepaalde kosten onder bezwarende titel gekwalificeerd kan worden als levering van goederen;

Dat het gezien het voorgaande te overwegen leek om de keukens van de gemeentescholen ter beschikking van de opdrachtnemer te stellen middels betaling van een retributie om de kwalificatie van levering van goederen en dus een btw-tarief van 6 % te genieten voor "de levering van de maaltijden";

Dat er in dit opzicht een vergadering plaatsgevonden heeft met de dienst Gemeenteeigendommen en de Opdrachtcentrale;

Dat er na deze vergadering overwogen werd:

- De gemeentescholen op te nemen in het openbaar domein;
- De 5 gebruikte keukens te verhuren aan de firma TCO Service middels de betaling van een retributie;

Dat het college gezien de complexiteit van het dossier en om de rechtszekerheid van de overwogen verrichting te verzekeren in zitting van 10 januari 2023 meester Arnaud Scheyvaerts, fiscaal advocaat, aangesteld heeft om het onderhavige dossier te analyseren, een prefilingsaanvraag in te dienen bij de DVB en de belangen van de gemeente te behartigen;

Dat meester Scheyvaerts de aandacht van de gemeente gevestigd had op de problematiek van de potentiële herkwalificatie van de toekomstige retributies die TCO zou betalen voor het gebruik van de schoolkeukens als roerende inkomsten, wat leidt tot de toepassing van een roerende voorheffing van 30 %;

Dat meester Scheyvaerts in dit opzicht aangegeven heeft dat de situatie zich al in andere gemeentes voorgedaan heeft, hoewel ze heel discutabel is;

Dat de Staat in de zaken van dit type beweert dat het hoofddoel van de concessieovereenkomsten is om het recht te verlenen om een bepaalde activiteit op een bepaalde plaats uit te oefenen en dus het onroerend doel van deze overeenkomsten ontkent; Dat in dit geval, aangezien de gemeente overweegt om aan TCO een financiële bijdrage te vragen voor het gebruik van de schoolkeukens, de opmaak van een domeinconcessie de voorkeur krijgt om deze herkwalificatie te vermijden;

Dat meester Scheyvaerts aangaf dat het risico echter bestaat dat het bestuur deze bijdragen geherkwalificeerd ziet worden als roerende inkomsten;

Dat het college gezien het voorgaande in zitting van 4 april 2023 beslist heeft om de opdracht van meester Scheyvaerts uit te breiden zodat de prefilingsaanvraag ook betrekking heeft op de bevestiging van de aard van deze toekomstige retributies;

Dat meester Scheyvaerts op 28 april 2023 een prefilingsaanvraag ingediend heeft bij de DVB door een eerste versie van de domeinovereenkomst voor te leggen, waarin verduidelijkt stond dat de overeenkomst van onroerende aard was;

Dat de DVB enkele feitelijke vragen had over de motivering van de wijziging van de verrichting voor de terbeschikkingstelling van de keukens onder bezwarende titel en niet langer kosteloos, over de bezoldiging van TCO voor het beheer van de maaltijden en over de vastlegging van het bedrag van de retributie;

Dat deze vragen het voorwerp uitgemaakt hebben van verschillende gesprekken tussen meester Scheyvaerts en de DVB;

Dat meester Scheyvaerts de Juridische dienst op 9 oktober 2023 meegedeeld heeft dat het ontwerp van domeinovereenkomst voor sommige leden van de DVB zou laten doorschemeren dat er naast de gebouwen ook "klein materiaal" (frituurpannen, frigo's, enz.) ter beschikking gesteld wordt, wat naargelang de aard ervan gekwalificeerd zou kunnen worden als roerende inkomsten, wat leidt tot de toepassing van een roerende voorheffing van 30 %;

Dat de Opdrachtcentrale uitgelegd heeft dat dit kleine meubilair marginaal is en dat het in werkelijkheid gaat om ingerichte keukens en dus inbouwmeubilair, hoewel er enkele roerende goederen in de keukens staan;

Dat meester Scheyvaerts op 13 oktober 2023 deze informatie bijgevolg bezorgd heeft aan de DVB door de indiening van de aanvullende motivering, die het feit rechtvaardigt dat alle voorzieningen die ter beschikking van de firma TCO gesteld worden ingebouwd zijn in het gebouw dat het voorwerp uitmaakt van de domeinconcessie (onroerend door inbouw); Dat meester Scheyvaerts op 9 november 2023 meegedeeld heeft dat de leden van het college van de DVB ondanks deze aanvullende uitleg nog steeds van mening waren dat er een deel roerende verhuring, hoe gering ook, is in de terbeschikkingstelling van een keuken; Dat volgens de DVB bijgevolg de domeinovereenkomst herzien moet worden om te voorzien in een percentage, zelfs gering, van deze roerende verhuring;

Dat erop aangedrongen werd om de domeinconcessieovereenkomst aan te passen door:

- Te verduidelijken dat de overeenkomst van hoofdzakelijk onroerende aard is en slechts een roerend aandeel bevat geschat op 1 %, en dit op basis van de werkelijke situatie van de roerende goederen die ter beschikking van TCO gesteld zouden worden;
- Te voorzien in een spreiding van deze retributie met een onroerend deel (99 %) en een roerend deel (1 %);

Dat volgens de dienst Gemeente-eigendommen enkel het onderhavige dossier betrokken zou zijn bij deze situatie van de roerende voorheffing;

Overwegende dat meester Scheyvaerts op 23 november 2023 uitgelegd heeft dat de gemeente ervoor kon kiezen om de verplichting tot aangifte en betaling van de onroerende voorheffing ten laste te nemen of over te dragen aan TCO;

Overwegende dat na discussies met TCO overeengekomen werd dat de gemeente deze verplichting zou dragen, wat geleid heeft tot de aanpassing van de concessieovereenkomst; Dat deze nieuwe versie van de concessieovereenkomst ter goedkeuring voorgelegd werd aan TCO;

Dat hem na de laatste geformuleerde opmerkingen op 26 juni 2024 een laatste versie van de domeinconcessieovereenkomst voorgelegd werd voor eventuele opmerkingen of akkoord; Dat TCO ons in een e-mail van 24 oktober 2024 zijn akkoord met het laatste ontwerp van domeinconcessieovereenkomst bezorgd heeft;

Dat volgens dit akkoord de domeinretributie bepaald wordt op een bedrag van € 500 per keuken per maand, met de volgende spreiding: onroerend deel € 495 en roerend deel € 5; Dat er formeel akte genomen werd van dit akkoord door een brief van 7 november 2024; Dat het college van burgemeester en schepenen in zitting van 26 november 2024 deze versie van het ontwerp van concessieovereenkomst goedgekeurd heeft;

Dat de gemeenteraad in zitting van 20 februari 2025 beslist heeft onder andere de volgende basisscholen te bestemmen tot het openbaar domein:

- Gemeenteschool Calevoet;
- Gemeenteschool Les Églantiers;
- Gemeenteschool Homborch;
- Gemeenteschool Val Fleuri;

Dat school Messidor in zitting van 24 april 2025 ook bestemd werd tot het openbaar domein;

Dat de DVB op 26 maart 2025 zijn advies verleend heeft over onze vraag met betrekking tot het stelsel dat van toepassing is inzake inkomstenbelastingen en btw op de levering van maaltijden door de firma TCO Service ten gunste van de 5 voornoemde gemeentescholen; Dat de DVB in zijn beslissing bevestigt dat wat de btw betreft de cateringprestaties door de firma TCO in de lokalen van de 5 voornoemde scholen, die door de gemeente Ukkel ter beschikking gesteld worden, beschouwd kunnen worden als een levering van goederen en bijgevolg gebonden zijn aan het tarief van 6 %;

Dat gezien deze positieve beslissing de domeinconcessieovereenkomst nu goedgekeurd moet worden door de gemeenteraad;

Overwegende deze elementen;

Beslist:

- De laatste versie van het ontwerp van domeinconcessieovereenkomst zoals bijgevoegd goed te keuren.

Régie foncière - Grondregie

13 Régie foncière.- Approbation des comptes de la Régie foncière pour l'exercice 2024.

Le Conseil,

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 novembre 2003 relatif à la gestion financière des régies communales ;

Considérant que le service a transmis les comptes annuels de la Régie foncière pour l'exercice 2024 ;

Considérant qu'ils comprennent le compte budgétaire, le compte de résultats et le bilan et qu'ils sont accompagnés d'un rapport qui représente les résultats des comptes ; Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide :

D'approuver les comptes annuels 2024 de la Régie foncière.

Grondregie.- Goedkeuring van de rekeningen van de Grondregie voor het dienstjaar 2024.

De Raad,

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 november 2003 met betrekking tot het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

Overwegende dat de dienst de jaarrekeningen van de Grondregie voor het dienstjaar 2024 heeft overgemaakt;

Overwegende dat ze de begrotingsrekening, de resultatenrekening en het balans bevatten, en dat er een verslag aan wordt bijgevoegd, dat de resultaten van de rekeningen vertegenwoordigt; Op voorstel van het College der Burgemeester en Schepenen,

Beslist :

De jaarrekeningen van de Grondregie voor het dienstjaar 2024 goed te keuren.

DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIMTE

Mobilité - Mobiliteit

14 Police de la circulation routière - règlement général complémentaire – nouvelles dispositions.

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière;

Vu l'article 60 et suivants de l'Arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière ;

Considérant la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

Considérant que les mesures prévues ci-après concernent la voirie communale et/ou régionale;

Nouvelles dispositions:

Article 4 : Canalisation de la circulation

Art.4.1. Ilot directionnel et zone d'évitement

Art.4.1.2. Une zone d'évitement est tracée sur les voies suivantes. La mesure est matérialisée par les marques de couleur blanche prévues à l'art. 77.4. de l'A.R.

Art.4.1.2.194. Rue Auguste Danse, 3 (2 zones, 1-3m);

Art.4.1.2.195. Vieille rue du Moulin, côté opposé au n° 330 (2 zones, 1-3m);

Art.4.1.2.196. Rue Joseph Hazard, 13 (1-3m);

Art.4.3. Traversées

Art.4.3.1. Des passages pour piétons sont délimités aux endroits suivants. La mesure est matérialisée par des bandes de couleur blanche, parallèles à l'axe de la chaussée, conformément à l'art. 76.3. de l'A.R.

Art.4.3.1.54. Avenue Léo Errera, 41;

Article 5 : Arrêt et stationnement (signaux routiers)

Art.5.9. Stationnement réservé

Art.5.9.1. Le stationnement est réservé, dans les endroits suivants, à certaines catégories de véhicules: Personnes handicapées. La mesure est matérialisée par des signaux E9a complétés par un panneau additionnel sur lequel est reproduit le symbole d'une chaise roulante pour personnes handicapées.

Art.5.9.1.139. Square des Merises, 7 (12m);

Article 10 : Dispositions finales

Art.10.1. La signalisation prévue ci-dessus sera placée conformément aux dispositions de l'Arrêté Royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique et de l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière.

Art.10.2. Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre de la Mobilité, après avis de la Commission Consultative pour la Circulation Routière, conformément à l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière, la pose et le coût de la signalisation routière.

Décide:

d'approuver les mesures susmentionnées.

Politie op het wegverkeer algemeen bijkomend reglement – nieuwe bepalingen.

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer

en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens;

Gelet op artikel 60 e.v. van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de

politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg;

Gelet op het ministerieel besluit van 11 oktober 1976 houdende de minimum afmetingen en de bijzondere

plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens;

Overwegende de ministeriële omzendbrief van 14 november 1977 betreffende de aanvullende reglementen en de

plaatsing van verkeerstekens;

Overwegende dat de hierna voorziene maatregelen gemeentewegen en/of gewestwegen betreffen;
Nieuwe bepalingen :

Artikel 4 : Kanaliseren van het verkeer

Art.4.1. Verkeersgeleider en verdrijvingsvlak

Art.4.1.2. Een verdrijvingsvlak wordt aangebracht op de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door witte strepen, conform artikel 77.4. van het K.B.

Art.4.1.2.194. Auguste Dansestraat, 3 (2 zones, 1-3m);

Art.4.1.2.195. Oude Molenstraat, aan de overkant van het nr. 330 (2 zones, 1-3m);

Art.4.1.2.196. Joseph Hazardstraat, 13 (1-3m);

Art.4.3. Oversteekplaatsen

Art.4.3.1. Oversteekplaatsen voor voetgangers worden afgebakend op de volgende plaatsen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door witte evenwijdige strepen, parallel met de as van de rijweg, conform artikel 76.3. van het K.B.

Art.4.3.1.54. Léo Erreralaan, 41;

Artikel 5 : Stilstaan en parkeren (verkeersborden)

Art.5.9. Parkeren voorbehouden

Art.5.9.1. Het parkeren is voorbehouden op de volgende plaatsen voor bepaalde categorieën voertuigen: Personen met een handicap. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a aangevuld met een onderbord waarop het symbool van een rolstoel voor personen met een handicap afgebeeld is.

Art.5.9.1.139. Wilde Kersensquare, 7 (12m);

Artikel 10 : Slotbepalingen

Art.10.1. De hierboven voorziene signalisatie wordt geplaatst conform de bepalingen van het K.B. van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg en het M.B. van 11 oktober 1976 waarbij de minimum afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens worden bepaald.

Art.10.2. Het onderhavige reglement wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Minister van Mobiliteit, na advies van de Raadgevende Commissie voor het Wegverkeer, conform artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens.

Beslist:

de bovenvermelde maatregelen goed te keuren.

15 Règlement d'administration intérieure – journée sans voiture.

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment ses articles 117 et 119;

Vu l'accord conclu entre les bourgmestres des dix-neuf communes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale;

Considérant que chaque année a généralement lieu au moins une « journée sans voiture »;

Considérant que pour l'année 2025, la date proposée pour la journée sans voiture est le 21 septembre de 9h30 à 19h00.

Que le conseil communal décide de s'associer également à cet événement;

Qu'à cette occasion, seules les personnes et les véhicules autorisés pourront circuler sur tout le territoire des dix-neuf communes;
Qu'il convient dès lors d'assurer la cohérence dans la délivrance des autorisations;
Qu'à cet égard, une multiplication des démarches pour la personne désirant obtenir une autorisation risque de la dissuader de se conformer au règlement et, partant, de l'inciter à frauder;

Arrête:

Article unique. L'accord conclu pour chaque édition de la journée sans voiture entre le bourgmestre de la commune d'Uccle et les bourgmestres des dix-huit autres communes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale est approuvé pour la durée de la législature.

Reglement van inwendig bestuur - autoloze dag.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, met name artikelen 117 en 119;
Gelet op het akkoord tussen de burgemeesters van de negentien gemeenten van het administratieve arrondissement Brussel-Hoofdstad;
Overwegende dat er ieder jaar minstens één "autoloze dag" plaatsvindt;
Overwegende dat voor het jaar 2025 de voorgestelde datum voor "autoloze dag" 21 september is van 9.30 tot 19.00 uur.
Dat de gemeenteraad beslist om zich bij dit evenement aan te sluiten;
Dat bij deze gelegenheid enkel de personen en de voertuigen die een toelating hebben verkregen, zich mogen verplaatsen over het hele grondgebied van de negentien gemeenten;
Dat dienovereenkomstig coherentie dient verzekerd bij de uitreiking van doorgangsbewijzen;
Dat een uitbreiding van het aantal stappen die men dient te ondernemen om een doorgangsbewijs te verkrijgen, een afraadend effect kan hebben om het reglement na te leven en tot fraude kan aanzetten;

Besluit:

Enig artikel. Het akkoord dat voor elke editie van de autoloze dag gesloten werd tussen de burgemeester van de gemeente Ukkel en de burgemeesters van de achttien andere gemeenten van het administratieve arrondissement Brussel-Hoofdstad is goedgekeurd voor de duur van de legislatuur.

DÉPARTEMENT AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET POLITIQUE FONCIÈRE DEPARTEMENT RUIMTELIJKE ORDENING EN GRONDBELEID

Urbanisme - Stedenbouw

16 Modification du PPAS 15bis

**Étape de la procédure d'élaboration : Modification du PPAS 15 bis, suite à l'avis de la
Commission de concertation du 9 avril 2025**

Auteur de projet : Service de l'Urbanisme - Cellule planification

Le Conseil communal,

Vu le plan par culier d'affecta on du sol n°15 approuvé par arrêté royal du 4 décembre 1954 et régissant l'aménagement de l'îlot délimité par la rue Edith Cavell, l'avenue Montjoie, le rond-point Churchill, l'avenue Léo Errera et la rue Roberts Jones ;

Vu l'amendement des prescrip ons de ce plan (plan n°15bis), approuvé par arrêté royal du 13 août 1957 ;

Vu l'adoption de la modification du PPAS 15 bis en séance du Conseil communal du 16/12/2024

Vu les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 29/01/2025 au 27/02/2025 ;

Vu l'avis du Conseil économique et social du 20 février 2025 ;

Vu l'avis du Conseil de l'environnement du 24 février 2025 ;

Vu l'avis de la Commission Royale des Monuments et des Sites du 19 février 2025 ;

Vu l'absence d'avis du Conseil consultatif du logement ;

Vu l'absence d'avis de la Commission régionale de mobilité ;

Vu les 8 réclamations ou observations de riverains et 2 réclamations d'associations ucloises ;

Vu l'avis favorable conditionnel de la Commission de concertation émis le 9/04/2025 ;

Considérant que les cartes et les prescrip ons li érales doivent être modifiées pour répondre à l'avis de la Commission de concertation ;

Considérant que l'ar cle 188§11 du CoBAT imposant des mesures par culières de publicité aux mo fs du plan supérieur dans les plans par culiers d'affecta on du sol approuvés avant le 29 juin 2011 s'applique dans l'îlot régi par le plan, et que la modifica on de celui-ci perme ra de procéder à une sensible simplification administrative pour les demandes à y introduire ;

Décide :

sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins :

la modifica on du plan par culier d'affecta on du sol n°15 (arrêté royal du 4 décembre 1954) et de son amendement de prescrip ons (plan n°15bis - arrêté royal du 13 août 1957) dans son périmètre actuel en vue de répondre aux conditions émises par la Commission de concertation en :

1. Supprimant la déroga on au PRAS, ce qui dispense le second projet de l'avis de la CRD et des Conseils ;
2. Adaptant les prescriptions littérales dans le but entre autre de :
 - réduire l'impact des voitures en intérieurs d'îlot et en zone de recul,
 - augmenter la protection des arbres dans les zones non bâties,
3. Adaptant la carte d'affectation dans le but entre autre de :
 - maintenir une zone de sports couverts,

- réduire l'emprise et le volume d'une construction en intérieur d'ilot à des na on d'un autre équipement,
- men onner la zone d'implanta on de la maison existante en fond de parcelle n°68 avenue Léo Errera,

de désigner la cellule planifica on du service de l'urbanisme en tant qu'auteur de projet de la seconde modification du plan ;

de solliciter, sur base de l'avis de la commission de concerta on, l'avis de Bruxelles-Environnement quant à la nécessité ou non d'accompagner la seconde modifica on du plan d'un rapport d'incidences environnementales ; de soumettre le second projet de modification du plan aux actes d'instructions si nécessaire ;

Wijziging van BBP 15bis

Fase van de uitwerkingsprocedure: Wijziging van BBP 15bis ingevolge het advies van de Overlegcommissie van 9 april 2025

Projectontwerper: Dienst Stedenbouw - Cel Planning

De gemeenteraad,

Gelet op Bijzonder Bestemmingsplan nr. 15, goedgekeurd bij koninklijk besluit op 4 december 1954 inzake de inrich ng van het huizenblok afgebakend door de Edith Cavellstraat, de Montjoielaan, de Churchillrotonde, de Léo Erreralaan en de Roberts Jonesstraat;

Gelet op de wijziging van de voorschri en van dit plan (plan nr. 15bis), goedgekeurd bij koninklijk besluit op 13 augustus 1957;

Gelet op de goedkeuring van de wijziging van BBP 15bis in zi ng van de gemeenteraad van 16/12/2024;

Gelet op de resultaten van het openbaar onderzoek, dat gehouden is van 29/01/2025 t.e.m. 27/02/2025;

Gelet op het advies van de Economische en Sociale Raad van 20 februari 2025;

Gelet op het advies van de Raad voor het Leefmilieu van 24 februari 2025;

Gelet op het advies van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen van 19 februari 2025;

Gelet op het gebrek aan advies van de Adviesraad voor Huisvesting;

Gelet op het gebrek aan advies van de Gewestelijke Mobiliteitscommissie;

Gelet op de 8 bezwaarschri en of opmerkingen van buurtbewoners en de 2 bezwaarschri en van Ukkelse verenigingen;

Gelet op het voorwaardelijk gunstig advies van de Overlegcommissie van 09/04/2025;

Overwegende dat de kaarten en de schrijfelijke voorschriften en gewijzigd moeten worden om te beantwoorden aan het advies van de Overlegcommissie;

Overwegende dat artikel 188 §11 van het BWRO, dat speciale regelen van openbaarmaking oplegt wegens het hogere plan in de bijzondere bestemmingsplannen goedgekeurd voor 29 juni 2011, van toepassing is op het huizenblok dat door het plan geregeld wordt en dat de wijziging ervan het mogelijk zal maken over te gaan tot een aanzienlijke administratieve vereenvoudiging voor de aanvragen die er ingediend moeten worden;

Beslist:

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen:

Bijzonder Bestemmingsplan nr. 15 (koninklijk besluit van 4 december 1954) en de wijziging van de voorschriften ervan (plan nr. 15bis - koninklijk besluit van 13 augustus 1957) in de huidige perimeter te wijzigen om te beantwoorden aan de voorwaarden van de Overlegcommissie door:

1. De afwijking op het GBP te schrappen, wat het tweede project vrijstelt van het advies van de GOC en van de raden;
2. De schriftelijke voorschriften aan te passen, onder andere om:
 - De impact van de auto's binnenin de huizenblokken en in de achteruitbouwstroken te verkleinen;
 - De bescherming van de bomen in de onbebouwde zones te vergroten;
3. De bestemmingskaart aan te passen, onder andere om:
 - Een overdekt sportgebied te behouden;
 - De grondinneming en het volume van het bouwwerk binnenin het huizenblok bestemd voor een andere voorziening te verkleinen;
 - De inplantingszone van het bestaande huis achteraan het perceel in de Léo Erreralaan 68 te vermelden;

De cel Planning van de dienst Stedenbouw aan te duiden als projectontwerper van de tweede wijziging van het plan;

Op basis van het advies van de Overlegcommissie het advies van Leefmilieu Brussel te vragen wat betreft de noodzaak om de tweede wijziging van het plan al dan niet te vergezellen van een milieueffectenrapport;

Het tweede project tot wijziging van het plan indien nodig te onderwerpen aan de onderzoekshandelingen.

17 ASBL le Pas : Adoption d'une nouvelle convention de gestion

Le Conseil,

Vu Les articles 117 et suivants de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu le Code des Sociétés et des Associations ;

Vu, le cas échéant, la Décision de la Commission européenne du 20 décembre 2011 ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu l'Ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale (ci-après l'Ordonnance) ; notamment les articles 38 à 40 de cette Ordonnance ;

Vu les circulaires ministérielles du 3 juillet 2020 et du 14 avril 2023 relatives à l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;

Vu la Convention de gestion approuvée par le Conseil en sa séance du 26 janvier 2023 et signée entre la Commune et l'A.S.B.L. Le Pas, A.S.B.L. communale au sens de l'Ordonnance susmentionnée ;

Vu que ladite Convention de gestion se termine au plus tard six mois après le renouvellement complet du Conseil communal ; qu'elle ne se reconduit pas par tacite reconduction ;

Qu'une décision expresse doit donc être prise avant son échéance à savoir soit le renouvellement de la convention existante soit l'adoption d'une nouvelle convention ;

Qu'en l'espèce, il est proposé d'adopter la nouvelle convention de gestion ci-annexée dont certains articles ont été précisés et adaptés par rapport à la précédente convention de gestion comme ceux concernant la tutelle et le contenu du rapport annuel d'évaluation ;

Considérant que l'A.S.B.L. Le Pas est toujours une A.S.B.L. communale au sens de l'article 32 de l'Ordonnance notamment, vu que la Commune d'Uccle agit en qualité de membre effectif de l'A.S.B.L. par l'intervention d'un de ses représentants directs, à savoir Madame l'Echevine Maëlle De Brouwer;

Considérant que l'A.S.B.L. remplit toujours au moins une des conditions suivantes :

- un ou plusieurs des organes (Assemblée Générale, Conseil d'Administration, bureau,...) est composé, pour plus de la moitié, des membres du conseil communal ou de membres proposés par le conseil communal ou
- la commune ou ses représentants directs ou indirects disposent de la majorité des voix dans un ou plusieurs organes de gestion ou
- la commune prend en charge la majeure partie du déficit structurel ou de passif liquidation;

Considérant que l'article 38 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 énonce que « la commune conclut une convention avec l'A.S.B.L. communale dont 50 % au moins du budget est couvert par subvention communale » ; qu'afin de déterminer si 50 % du budget de l'A.S.B.L. est couvert par subvention communale, il faut tenir compte tant des subventions de nature financière que des subventions non financières ;

Qu'il ressort en effet de la circulaire du 3 juillet 2020 que la notion de subside doit être calquée sur la notion de subvention donnée par l'article 2 de la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions et ainsi définie : « toute contribution,

avantage ou aide, quelles qu'en soient la forme ou la dénomination, en ce compris les avances de fonds récupérables consenties sans intérêts, octroyées en vue de promouvoir des activités utiles d'intérêt général (...) »;

Considérant par conséquent qu'une nouvelle convention de gestion doit être effectivement conclue entre la Commune d'Uccle et l'A.S.B.L. Le Pas;

Considérant qu'en vertu de l'article 39 de l'ordonnance du 5 juillet 2018, la convention doit comprendre au minimum les éléments suivants :

- la nature et l'étendue des tâches d'intérêt communal que l'A.S.B.L. doit assumer et, pour chacune d'elles, les critères et indicateurs qualitatifs qui permettront d'en évaluer la réalisation ;
- l'organe chargé de la réalisation du rapport d'évaluation sur la base des indicateurs prédéfinis et les modalités de transmission à la commune de ce rapport ;
- les moyens de contrôle dont dispose la commune sur la situation financière de l'A.S.B.L. et les modalités concrètes lui permettant d'exercer un contrôle effectif sur l'utilisation des subsides octroyés par la commune ;
- les moyens mis à disposition de l'A.S.B.L. par la commune ;
- sa durée (en principe, calquée sur la durée de la mandature communale ; dans tous les cas, la convention prend fin maximum 6 mois après le renouvellement complet du conseil communal consécutif aux élections) ;

Que la bonne exécution de la convention fera l'objet d'une évaluation annuelle sur base d'un rapport écrit par l'A.S.B.L. communale, examiné par le Conseil communal en présence du président du conseil d'administration de l'A.S.B.L. communale ;

Considérant que la convention de gestion ci-annexée devra être également approuvée par l'Assemblée Générale de l'ASBL Le Pas à sa plus prochaine séance ; Qu'elle entrera en vigueur à la signature des deux parties ;

Décide :

D'approuver la convention gestion ci-jointe qui doit être conclue entre la Commune d'Uccle et l'A.S.B.L. Le Pas en vertu de l'article 38 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale.

VZW le Pas : Goedkeuring van een nieuwe beheersovereenkomst

De raad,

Gelet op artikel 117 en volgende van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen;

Gelet desgevallend op de beslissing van de Europese Commissie van 20 december 2011;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten (hierna genoemd de ordonnantie), meer bepaald artikel 38 tot 40 van deze ordonnantie;

Gelet op de ministeriële omzendbrieven van 3 juli 2020 en 14 april 2023 betreffende de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten;

Gelet op de beheersovereenkomst goedgekeurd door de raad in zitting van 26 januari 2023 en ondertekend tussen de gemeente en vzw Le Pas, gemeentelijke vzw in de zin van de voornoemde ordonnantie;

Aangezien deze beheersovereenkomst vervalt uiterlijk zes maanden na de volledige vernieuwing van de gemeenteraad; dat ze niet stilzwijgend verlengd wordt;

Aangezien er dus een uitdrukkelijke beslissing genomen moet worden voor de vervaldag ervan, meer bepaald ofwel de vernieuwing van de huidige overeenkomst ofwel de goedkeuring van een nieuwe overeenkomst;

Aangezien er in dit geval voorgesteld wordt de bijgevoegde nieuwe beheersovereenkomst goed te keuren, waarvan sommige artikels verduidelijkt en aangepast werden ten opzichte van de vorige beheersovereenkomst, zoals de artikels met betrekking tot de Voogdij en de inhoud van het jaarlijks evaluatieverslag;

Overwegende dat vzw Le Pas nog steeds een gemeentelijke vzw is in de zin van artikel 32 van de ordonnantie, meer bepaald aangezien de gemeente Ukkel optreedt in de hoedanigheid van werkend lid van de vzw door de tussenkomst van een van haar rechtstreekse vertegenwoordigers, meer bepaald de schepen Maëlle De Brouwer;

Overwegende dat de vzw nog steeds voldoet aan minstens een van de volgende voorwaarden:

- Eén of meerdere bestuursorganen (algemene vergadering, raad van bestuur, bestuur, ...) is voor meer dan de helft samengesteld uit leden van de gemeenteraad of leden voorgedragen door de gemeenteraad, of
- De gemeente of haar rechtstreekse of onrechtstreekse vertegenwoordigers beschikken over de meerderheid van de stemmen in één of meerdere bestuursorganen, of
- De gemeente neemt het grootste deel van het structureel tekort van de vzw of van het vereffeningspassief op zich;

Overwegende dat artikel 38 van de ordonnantie van 5 juli 2018 luidt: "*De gemeente sluit een overeenkomst met de gemeentelijke vzw waarvan minstens 50 % van het budget gedekt wordt door een gemeentelijke subsidie*"; dat om te bepalen of 50 % van het budget van de vzw gedekt wordt door een gemeentelijke subsidie er rekening gehouden moet worden zowel met de subsidies van financiële aard als met de subsidies van niet-financiële aard;

Dat immers uit de omzendbrief van 3 juli 2020 blijkt dat de notie van subsidie overgenomen moet worden van de notie van toelage gegeven door artikel 2 van de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen en als volgt gedefinieerd: "*Elke tegemoetkoming, elk voordeel of elke hulp, ongeacht de vorm of de benaming ervan, met inbegrip van de zonder interest verleende terugvorderbare voorschotten, toegekend ter bevordering van voor het algemeen belang dienstige activiteiten (...)*";

Overwegende bijgevolg dat er daadwerkelijk een nieuwe beheersovereenkomst gesloten moet worden tussen de gemeente Ukkel en vzw Le Pas ;

Overwegende dat krachtens artikel 39 van de ordonnantie van 5 juli 2018 de overeenkomst minstens de volgende elementen moet bevatten:

- De aard en de strekking van de taken van gemeentelijk belang die de vzw op zich dient te nemen voor elke van deze taken de kwalitatieve criteria en indicatoren waarmee de verwezenlijking hiervan kan worden geëvalueerd;
- Het orgaan belast met de verwezenlijking van het evaluatieverslag op grond van de vooraf vastgestelde indicatoren en de wijze waarop dit verslag aan de gemeente bezorgd moet worden;

- De middelen waarover de gemeente beschikt om de financiële toestand van de vzw te controleren en de concrete regels aan de hand waarvan zij een effectieve controle kan uitoefenen op het gebruik van de subsidies die door de gemeente worden toegekend;
- De middelen die aan de vzw ter beschikking gesteld worden door de gemeente;
- De looptijd (in principe overgenomen van de duur van de gemeentelijke ambtsperiode; in elk geval loopt de overeenkomst af hoogstens 6 maanden na de volledige vernieuwing van de gemeenteraad als gevolg van de verkiezingen);

Dat de goede uitvoering van de overeenkomst het voorwerp uitmaakt van een jaarlijkse evaluatie op basis van een schriftelijk verslag van de gemeentelijke vzw, geanalyseerd door de gemeenteraad in aanwezigheid van de voorzitter van de raad van bestuur van de gemeentelijke vzw;

Overwegende dat de bijgevoegde beheersovereenkomst ook goedgekeurd moet worden door de algemene vergadering van vzw Le Pas in haar eerstkomende zitting; Dat ze in werking treedt na de ondertekening door beide partijen;

Beslist:

- De bijgevoegde beheersovereenkomst, die gesloten moet worden tussen de gemeente Ukkel en vzw Le Pas krachtens artikel 38 van de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, goed te keuren.

DÉPARTEMENT AFFAIRES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES - DEPARTEMENT SOCIALE EN ECONOMISCHE ZAKEN

Tutelle CPAS - Toezicht OCMW

18 CPAS - Budget 2025 - Approbation.

Le Conseil,

Vu les articles 26 bis, 50 bis, 88, 108, 111 et 112 bis de la loi organique du 8 juillet 1976 des Centres publics d'action sociale;

Attendu que l'insuffisance des ressources du Centre public d'action sociale pour 2025 s'élève à 23.309.087,76 €;

Attendu que cette insuffisance sera couverte par une intervention directe de la Commune de 23.309.087,76 €;

Attendu que le projet de budget du C.P.A.S. a été soumis à la concertation le 17 avril 2025 conformément aux articles 26 et 26 bis de la loi organique du C.P.A.S.;

Vu la délibération du Conseil de l'Action sociale du 23 avril 2025 arrêtant le budget du C.P.A.S. pour l'exercice 2025 :

- Recettes d'exploitation 74.537.609,98 €
- Dépenses d'exploitation 74.365.839,69 €
- Recettes d'investissement 19.493.972,20 €
- Dépenses d'investissement 19.665.742,49 €

Décide d'approuver la délibération du Conseil de l'Action sociale du 23 avril 2025 arrêtant le budget du C.P.A.S. pour l'exercice 2025.

OCMW - Begroting 2025 - Goedkeuring.

De Raad,

Gelet op de artikels 26 bis, 50 bis, 88, 108, 111 en 112 bis der organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de O.C.M.W.'s;

Overwegende dat de ontoereikendheid van de middelen van het O.C.M.W. voor 2025

23.309.087,76 € bedraagt;

Overwegende dat deze ontoereikendheid zal gedekt worden door een rechtstreekse tussenkomst van de Gemeente van 23.309.087,76 €;

Overwegende dat het ontwerp van begroting van het O.C.M.W. door het overlegcomité op 17 april 2025 werd besproken in overeenstemming met artikels 26 en 26 bis van het organieke wet op de O.C.M.W.'s;

Gelet op de beraadslaging van de Raad voor maatschappelijke welzijn van 23 april 2025 waarbij de begroting van de O.C.M.W. wordt vastgesteld :

- exploitatieontvangsten 74.537.609,98 €

- exploitatieuitgaven 74.365.839,69 €

- investeringsontvangsten 19.493.972,20 €

- investeringsuitgaven 19.665.742,49 €,

Beslist de beraadslaging goed te keuren van de Raad voor maatschappelijk welzijn van 23 april 2025 betreffende de vaststelling van de begroting van het O.C.M.W. voor het dienstjaar 2025.

Action sociale - Sociale actie

19 Convention de soutien financier à l'asbl Bras Dessus Bras Dessous.

Le Conseil,

Considérant l'allongement de l'espérance de vie et l'isolement d'un grand nombre de personnes âgées sur le territoire de la commune d'Uccle;

Constatant l'importance du contact humain aux côtés des autres aspects pratiques (repas, soins, etc) dans le maintien à domicile d'une personne âgée;

Considérant l'importance de création de lien social entre les générations et de renforcement du lien dans les quartiers;

Considérant la pertinence et l'utilité de l'action de l'A.S.B.L. Bras dessus Bras dessous en faveur du volontariat et d'un maintien à domicile qualitatif des personnes âgées;

Vu le Rapport d'activité remis par l'A.S.B.L. Bras dessus Bras dessous en vertu de la convention approuvée par le Conseil, ci-annexé, dans lequel l'A.S.B.L. Bras dessus Bras dessous démontre avoir produit les meilleurs efforts pour atteindre les objectifs fixés selon cette convention;

Considérant dès lors l'opportunité de reconduire en 2025 la convention de collaboration ;

Décide :

- d'approuver la reconduction de la convention de collaboration ci-annexée entre l'Administration Communale d'Uccle et l'A.S.B.L. Bras dessus Bras dessous en 2025;

-d'octroyer un subside de 7.000 € à l'A.S.B.L. Bras dessus Bras dessous (art. 849/332-02/92) et autorise l'engagement et la liquidation de la dépense.

Overeenkomst van financiële ondersteuning aan de V.Z.W. Bras dessus Bras dessous.

De raad,

Gelet op de langere levensverwachting en het isolement van een groot aantal ouderen op het grondgebied van de gemeente Ukkel;

Gelet op het belang van menselijke contacten naast de praktische aspecten (maaltijden, verzorging, enz.) om ervoor te zorgen dat ouderen in hun woning kunnen blijven wonen;

Gelet op de doelstelling om sociale banden tussen generaties te creëren en de band binnen de wijken te versterken;

Gelet op de relevante en nuttige acties van vzw Bras dessus Bras dessous ten bate van het vrijwilligerswerk en om ouderen op een kwalitatieve manier thuis laten blijven wonen;

Gelet op het activiteitenverslag dat door vzw Bras dessus Bras dessous werd ingediend krachtens de toegevoegde overeenkomst, goedgekeurde door de raad, waarin vzw Bras dessus Bras dessous aantoont dat zij zich tot het uiterste heeft ingespannen om de in de overeenkomst opgenomen doelstellingen te verwezenlijken;

Gelet aldus op de opportuniteit om de samenwerkingsovereenkomst in 2025 te verlengen,

Beslist:

- Zijn goedkeuring te verlenen aan de verlenging van de toegevoegde samenwerkingsovereenkomst tussen het gemeentebestuur van Ukkel en vzw Bras dessus Bras dessous in 2025.
- Een subsidie van € 7.000 toe te kennen aan vzw Bras dessus Bras dessous (art. 849/332-02/92) en deze vast te leggen en de uitgave te vereffenen.

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Participation citoyenne - Burgerparticipatie

20 **Participation citoyenne. : Subside Coup de pousse – Projet citoyen. Subsidies aux organismes au service des ménages. Engagement de la dépense.**

Le Conseil,

A entendu qu'un Subside Coup de pousse projet citoyen a été lancé dans la commune en 2019 avec pour objectif de mettre à disposition une enveloppe budgétaire dédiée aux projets citoyens dans le but d'améliorer le cadre de vie des Ucclois(e)s et renforcer les liens entre habitant(e)s dans un contexte de développement durable;

Vu que l'enveloppe budgétaire dédiée au subside *Coup de Pousse 2025* a été approuvée lors de la séance du Conseil budget communal du 27 mars 2025 ;

Vu que le Collège des Bourgmestre et Échevins a validé le calendrier des subsidies du service Participation citoyenne lors de sa séance du 8 avril 2025 ;

Vu que le Conseil communal a approuvé le nouveau règlement encadrant l'appel à projets *Coup de Pousse 2025* lors de sa séance du 24 avril 2025 ;

A entendu que sur les 3 projets reçus durant le mois de mai et qu'après analyse par le service participation citoyenne, seul 1 projet est éligible eu égard aux conditions fixées dans le règlement communal précité et a reçu une évaluation positive, à savoir :

Nom du projet	Montant demandé
Montagne en sons	1.000€

A enu que, sur base de l'analyse effectuée par le service de la Par cipa on citoyenne conformément aux disposi ons prévues dans le nouveau cadre de ges on du subsidie Coup de Pouce 2025, le montant total à allouer au projet retenu s'élève à 1.000 €

Attendu que le détail de l'évaluation des dossiers se trouve en annexe de ce rapport ; Décide :

- d'approuver le projet susmentionné retenu par le service participation citoyenne ;
- d'autoriser le paiement de la somme totale de 1.000€ dans le cadre du Subside « Coup de PouceProjet Citoyen », appel de 2025, à l'ar cle 104/332-02 /17 de l'exercice 2025 selon la répar on suivante et dans le respect de l'article 7 du règlement communal :

1.000 € pour le projet « Montagne en sons » représenté par Arnaud Bergeot (90 % du montant sera versé dans un premier temps et les 10 % restants seront ensuite versés dès récep on des jus fica fs des dépenses, d'un rapport d'activité incluant des photos du projet réalisé).

Burgerinspraak. Subsidie Ondersteuning burgerproject. Subsidies aan instellingen ten dienste van gezinnen. Vastlegging van de uitgave.

De raad,

Aangezien in 2019 in de gemeente een subsidie Ondersteuning burgerproject gelanceerd werd met als doelstelling begro ngsmiddelen beschikbaar te stellen voor burgerprojecten om de leefomgeving van de Ukkelaars te verbeteren en de banden tussen de inwoners te versterken in een streven naar duurzame ontwikkeling;

Aangezien de begro ngsenveloppe voor de Ondersteuningssubsidie 2025 goedgekeurd werd in zitting van de gemeenteraad - begroting van 27 maart 2025;

Aangezien het college van burgemeester en schepenen de planning van de subsidies van de dienst Burgerinspraak goedgekeurd heeft in zitting van 8 april 2025;

Aangezien de gemeenteraad het nieuwe reglement van de projectoproep *Ondersteuning 2025* goedgekeurd heeft in zitting van 24 april 2025;

Aangezien van de 3 projecten die ontvangen werden in mei en na analyse door de dienst Burgerinspraak slechts 1 project in aanmerking komt gezien de voorwaarden die bepaald werden in het voornoemde gemeentereglement en een positieve evaluatie gekregen hebben, meer bepaald:

Naam van het project	Gevraagd bedrag
Montagne en sons	€ 1.000

Aangezien op basis van de analyse door de dienst Burgerinspraak overeenkomstig de bepalingen in het nieuwe beheerkader van de Ondersteuningssubsidie 2025 het totaalbedrag dat toegekend wordt aan de geselecteerde projecten € 1.000 belooft;

Aangezien de details van de beoordeling van de dossiers in de bijlage bij dit verslag zitten;

Beslist:

- Het voornoemd project, die geselecteerd werden door de dienst Burgerinspraak, goed te keuren;
- De betaling van het totaalbedrag van € 1000 toe te staan in het kader van de subsidie "Ondersteuning burgerproject", oproep van 2025, op artikel 104/332-02/17 van het dienstjaar 2025, volgens de volgende verdeling en met naleving van artikel 7 van het gemeentereglement:

€ 1.000 voor het project "Montagne en sons", vertegenwoordigd door Arnaud Bergeot (90 % van het bedrag wordt in eerste instantie gestort en de overige 10 % wordt daarna gestort na ontvangst van de bewijsstukken van de uitgaven en een activiteitenverslag met foto's van het gerealiseerde project).

Secrétariat central - Centraal secretariaat

21 ASBL la Ferme Rose - Adoption d'une nouvelle convention de gestion.

Le Conseil,

Vu Les articles 117 et suivants de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu le Code des Sociétés et des Associations ;

Vu, le cas échéant, la Décision de la Commission européenne du 20 décembre 2011 ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu l'Ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale (ci-après l'Ordonnance) ; notamment les articles 38 à 40 de cette Ordonnance ;

Vu les circulaires ministérielles du 3 juillet 2020 et du 14 avril 2023 relatives à l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;

Vu la Convention de gestion approuvée par le Conseil en sa séance du 28 avril 2022 et signée entre la Commune et l'A.S.B.L. La Ferme Rose, A.S.B.L. communale au sens de l'Ordonnance susmentionnée ;

Vu que ladite Convention de gestion se termine au plus tard six mois après le renouvellement complet du Conseil communal ; qu'elle ne se reconduit pas par tacite reconduction ;

Qu'une décision expresse doit donc être prise avant son échéance à savoir soit le renouvellement de la convention existante soit l'adoption d'une nouvelle convention ;

Qu'en l'espèce, il est proposé d'adopter la nouvelle convention de gestion ci-annexée dont certains articles ont été précisés et adaptés par rapport à la précédente convention de gestion comme ceux concernant la tutelle et le contenu du rapport annuel d'évaluation ;

Considérant que l'A.S.B.L. La Ferme Rose est toujours une A.S.B.L. communale au sens de l'article 32 de l'Ordonnance notamment, vu que la Commune d'Uccle agit en qualité de membre effectif de l'A.S.B.L. par l'intervention d'un de ses représentants directs, à savoir Madame l'Echevin Odile MARGAUX ;

Considérant que l'A.S.B.L. remplit toujours au moins une des conditions suivantes :

- un ou plusieurs des organes est composé, pour plus de la moitié, des membres du conseil communal ou de membres proposés par le conseil communal ou
- la commune ou ses représentants directs ou indirects disposent de la majorité des voix dans un ou plusieurs organes de gestion ou
- la commune prend en charge la majeure partie du déficit structurel ou de passif liquidation;

Considérant que l'article 38 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 énonce que « la commune conclut une convention avec l'A.S.B.L. communale dont 50 % au moins du budget est couvert par subvention communale » ; qu'afin de déterminer si 50 % du budget de l'A.S.B.L. est couvert par subvention communale, il faut tenir compte tant des subventions de nature financière que des subventions non financières ;

Qu'il ressort en effet de la circulaire du 3 juillet 2020 que la notion de subside doit être calquée sur la notion de subvention donnée par l'article 2 de la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions et ainsi définie : « toute contribution, avantage ou aide, quelles qu'en soient la forme ou la dénomination, en ce compris les avances de fonds récupérables consenties sans intérêts, octroyées en vue de promouvoir des activités utiles d'intérêt général (...) »;

Considérant par conséquent qu'une nouvelle convention de gestion doit être effectivement conclue entre la Commune d'Uccle et l'A.S.B.L. La Ferme Rose ;

Considérant qu'en vertu de l'article 39 de l'ordonnance du 5 juillet 2018, la convention doit comprendre au minimum les éléments suivants :

- la nature et l'étendue des tâches d'intérêt communal que l'A.S.B.L. doit assumer et, pour chacune d'elles, les critères et indicateurs qualitatifs qui permettront d'en évaluer la réalisation ;
- l'organe chargé de la réalisation du rapport d'évaluation sur la base des indicateurs prédéfinis et les modalités de transmission à la commune de ce rapport ;
- les moyens de contrôle dont dispose la commune sur la situation financière de l'A.S.B.L. et les modalités concrètes lui permettant d'exercer un contrôle effectif sur l'utilisation des subsides octroyés par la commune ;
- les moyens mis à disposition de l'A.S.B.L. par la commune ;
- sa durée (en principe, calquée sur la durée de la mandature communale ; dans tous les cas, la convention prend fin maximum 6 mois après le renouvellement complet du conseil communal consécutif aux élections) ;

Que la bonne exécution de la convention fera l'objet d'une évaluation annuelle sur base d'un rapport écrit par l'A.S.B.L. communale, examiné par le Conseil communal en présence du président du conseil d'administration de l'A.S.B.L. communale ;

Considérant que la convention de gestion ci-annexée devra être également approuvée par l'Assemblée Générale de l'ASBL La Ferme Rose à sa plus prochaine séance ;

Qu'elle entrera en vigueur à la signature des deux parties ;

Décide :

D'approuver la convention gestion ci-jointe qui doit être conclue entre la Commune d'Uccle et l'A.S.B.L. La Ferme Rose en vertu de l'article 38 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale.

Vzw la Ferme Rose - Goedkeuring van een nieuwe beheersovereenkomst.

De raad,

Gelet op artikel 117 en volgende van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen;

Gelet desgevallend op de beslissing van de Europese Commissie van 20 december 2011;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten (hierna genoemd de ordonnantie), meer bepaald artikel 38 tot 40 van deze ordonnantie;

Gelet op de ministeriële omzendbrieven van 3 juli 2020 en 14 april 2023 betreffende de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten;

Gelet op de beheersovereenkomst goedgekeurd door de raad in zitting van 28 april 2022 en ondertekend tussen de gemeente en vzw La Ferme Rose, gemeentelijke vzw in de zin van de voornoemde ordonnantie;

Aangezien deze beheersovereenkomst vervalt uiterlijk zes maanden na de volledige vernieuwing van de gemeenteraad; dat ze niet stilzwijgend verlengd wordt;

Aangezien er dus een uitdrukkelijke beslissing genomen moet worden voor de vervaldag ervan, meer bepaald ofwel de vernieuwing van de huidige overeenkomst ofwel de goedkeuring van een nieuwe overeenkomst;

Aangezien er in dit geval voorgesteld wordt de bijgevoegde nieuwe beheersovereenkomst goed te keuren, waarvan sommige artikels verduidelijkt en aangepast werden ten opzichte van de vorige beheersovereenkomst, zoals de artikels met betrekking tot de Voogdij en de inhoud van het jaarlijks evaluatieverslag;

Overwegende dat vzw La Ferme Rose nog steeds een gemeentelijke vzw is in de zin van artikel 32 van de ordonnantie, meer bepaald aangezien de gemeente Ukkel optreedt in de hoedanigheid van werkend lid van de vzw door de tussenkomst van een van haar rechtstreekse vertegenwoordigers, meer bepaald de schepen Odile MARGAUX;

Overwegende dat de vzw nog steeds voldoet aan minstens een van de volgende voorwaarden:

Eén of meerdere bestuursorganen is voor meer dan de helft samengesteld uit leden van de gemeenteraad of leden voorgedragen door de gemeenteraad, of

De gemeente of haar rechtstreekse of onrechtstreekse vertegenwoordigers beschikken over de meerderheid van de stemmen in één of meerdere bestuursorganen, of

De gemeente neemt het grootste deel van het structureel tekort van de vzw of van het vereffeningspassief op zich;

Overwegende dat artikel 38 van de ordonnantie van 5 juli 2018 luidt: "De gemeente sluit een overeenkomst met de gemeentelijke vzw waarvan minstens 50 % van het budget gedekt wordt door een gemeentelijke subsidie"; dat om te bepalen of 50 % van het budget van de vzw gedekt

wordt door een gemeentelijke subsidie er rekening gehouden moet worden zowel met de subsidies van financiële aard als met de subsidies van niet-financiële aard;

Dat immers uit de omzendbrief van 3 juli 2020 blijkt dat de notie van subsidie overgenomen moet worden van de notie van toelage gegeven door artikel 2 van de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen en als volgt gedefinieerd: "Elke tegemoetkoming, elk voordeel of elke hulp, ongeacht de vorm of de benaming ervan, met inbegrip van de zonder interest verleende terugvorderbare voorschotten, toegekend ter bevordering van voor het algemeen belang dienstige activiteiten (...)";

Overwegende bijgevolg dat er daadwerkelijk een nieuwe beheersovereenkomst gesloten moet worden tussen de gemeente Ukkel en vzw La Ferme Rose ;

Overwegende dat krachtens artikel 39 van de ordonnantie van 5 juli 2018 de overeenkomst minstens de volgende elementen moet bevatten:

- De aard en de strekking van de taken van gemeentelijk belang die de vzw op zich dient te nemen voor elke van deze taken de kwalitatieve criteria en indicatoren waarmee de verwezenlijking hiervan kan worden geëvalueerd;
- Het orgaan belast met de verwezenlijking van het evaluatieverslag op grond van de vooraf vastgestelde indicatoren en de wijze waarop dit verslag aan de gemeente bezorgd moet worden;
- De middelen waarover de gemeente beschikt om de financiële toestand van de vzw te controleren en de concrete regels aan de hand waarvan zij een effectieve controle kan uitoefenen op het gebruik van de subsidies die door de gemeente worden toegekend;
- De middelen die aan de vzw ter beschikking gesteld worden door de gemeente;
- De looptijd (in principe overgenomen van de duur van de gemeentelijke ambtsperiode; in elk geval loopt de overeenkomst af hoogstens 6 maanden na de volledige vernieuwing van de gemeenteraad als gevolg van de verkiezingen);

Dat de goede uitvoering van de overeenkomst het voorwerp uitmaakt van een jaarlijkse evaluatie op basis van een schriftelijk verslag van de gemeentelijke vzw, geanalyseerd door de gemeenteraad in aanwezigheid van de voorzitter van de raad van bestuur van de gemeentelijke vzw;

Overwegende dat de bijgevoegde beheersovereenkomst ook goedgekeurd moet worden door de algemene vergadering van vzw La Ferme Rose in haar eerstkomende zitting;

Dat ze in werking treedt na de ondertekening door beide partijen;

Beslist:

De bijgevoegde beheersovereenkomst, die gesloten moet worden tussen de gemeente Ukkel en vzw La Ferme Rose krachtens artikel 38 van de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, goed te keuren.

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

22 Culture. - Soutien au Musée & Jardins van Buuren. - Octroi d'un Subside extraordinaire Engagement de la dépense.

Le Conseil,

Attendu que la commune d'Uccle souhaite soutenir le Musée et Jardin Van Buuren;

Attendu que ce dernier est l'unique musée présent sur le territoire communal et qu'autant ces collections que la maison ainsi que les jardins relèvent de l'intérêt culturel, artistique et patrimonial; Attendu qu'afin de pouvoir continuer à se développer et faire face à de nombreux frais, le musée a sollicité la commune d'Uccle pour obtenir un soutien financier extraordinaire;

Attendu que le Musée est soutenu de manière structurelle à hauteur de 30.000€ par le biais d'une convention validée en conseil communal en date du 28 mars 2024 le liant à la commune pour une durée de 3 ans;

Attendu qu'il est également proposé de soutenir le musée par le biais d'un subside extraordinaire à hauteur de 30.000€ afin de lui permettre de développer ses infrastructures;

Attendu que le Musée Van Buuren a été soutenu de manière extraordinaire à hauteur de 10.000€ en 2024 et que celui-ci a remis des pièces justificatives pour le montant du subside et que ces pièces se trouvent en pièce jointe;

Attendu que les subsides seront octroyés et contrôlés conformément aux dispositions de la loi du 14 novembre 1983 relative à l'octroi de certaines subventions, Décide :

-d'octroyer un subside extraordinaire de 30.000€ au Musée & Jardins van Buuren pour des frais d'investissement engagé à l'article 773/522-52/70-20250017 de l'exercice 2025 sous réserve de l'approbation du budget par les Autorité de Tutelle.

Cultuur. - Steun aan het Van Buuren Museum & tuinen. - Toekenning van een buitengewone subsidie.

De Raad,

Overwegende dat de gemeente Ukkel het Van Buuren Museum en Tuinen wenst te ondersteunen;
Overwegende dat het museum het enige museum op het gemeentelijk grondgebied is en zowel de collecties als het huis en de tuinen van cultureel, artistiek en erfgoedbelang zijn;

Aangezien het museum de gemeente Ukkel heeft benaderd om buitengewone financiële steun te verkrijgen om verder te kunnen groeien en om te kunnen omgaan met talrijke kosten;

Aangezien het Museum structureel wordt ondersteund ter hoogte van 30.000€ per jaar via een overeenkomst die op 28 maart 2024 door de gemeenteraad werd goedgekeurd en die het museum voor een periode van drie jaar aan de gemeente bindt;

Aangezien het ook wordt voorgesteld om het museum te steunen door middel van een buitengewone subsidie van € 30.000 zodat deze laatste zijn infrastructuur kan ontwikkelen ;

Aangezien het Museum Van Buuren uitzonderlijke steun heeft ontvangen ten belope van 10.000€ in 2024 en het bewijsstukken heeft ingediend voor het bedrag van de subsidie, welke als bijlage zijn toegevoegd;

Aangezien de subsidies zullen worden toegekend en gecontroleerd overeenkomstig de bepalingen van de wet van 14 november 1983 betreffende de toekenning van bepaalde subsidies; Beslist:

- Een buitengewone subsidie van € 30.000 toe te kennen aan het Van Buuren Museum & Tuinen voor investeringskosten die worden vastgelegd op post 773/522-52/70-20250017 van het begrotingsjaar 2025.

23 **Culture. - Fête de la Musique 2025. - Répartition des subsides du Conseil de la Musique. Octroi d'un subside exceptionnel à l'A.S.B.L Saint Job qui Bouge et à la Ferme Rose ASBL Engagement des dépenses.**

Le Conseil,

Attendu que des concerts sont organisés dans le cadre de la fête de la musique sur le territoire ucclóis chaque année par différents partenaires et par le service Culture;

Que le Conseil de la Musique a chargé le service Culture de compléter un dossier de demande de soutien unique pour les différents événements organisés dans la commune par le service culture, la Ferme rose et Saint-Job qui bouge, les trois entités qui traditionnellement font des demandes de subsides à cette institution, et de répartir les subsides obtenus entre ces trois entités;

Qu'après analyse du dossier rendu par le service Culture détaillant les différentes activités prévues, le Conseil de la musique a décidé d'octroyer un subside de 3500€ à la Commune, à répartir entre les différents projets;

Attendu que le service Culture propose de redistribuer les fonds perçus en octroyant 2000€ à Montagne en sons et 1500€ à la Ferme Rose;

Que la Ferme Rose organise des concerts, notamment en partenariat avec l'asbl Génération+ et la maison de jeunes Antirides, le samedi 21 juin;

Que l'A.S.B.L Saint Job qui Bouge organise l'évènement Montagne en sons le dimanche 22 juin, à la Montagne Saint Job et ses environs;

Attendu que d'autre part l'A.S.B.L Saint-Job qui bouge a sollicité le service Culture pour l'obtention d'un subside pour leur évènement;

Vu que cette manifestation existe depuis 2015 et est organisée de manière bénévole par des habitants du quartier;

Vu la qualité et diversité des concerts organisés, la durabilité de l'évènement, la notoriété et l'ancrage dans la commune de la manifestation;

Vu également la volonté des organisateurs de sélectionner des groupes diversifiés, tout en veillant à promouvoir les pratiques musicales d'artistes femmes, de personnes racisées et de minorités, ainsi que l'intégration dans l'organisation de la Communauté de la Montagne de Saint-Job, un habitat groupé solidaire et citoyen où vivent, aux côtés d'accompagnateurs bénévoles, des personnes en situation de handicap mental léger, dont certaines choisissent de se produire lors de l'évènement;

Vu que le dossier de présentation, comprenant également le budget de la manifestation, se trouve en pièce jointe à titre informatif;

Vu qu'il est proposé d'octroyer un subside de 1500€ pour cet évènement;

Attendu que les subsides seront octroyés et contrôlés conformément aux dispositions de la loi du 14 novembre 1983 relative à l'octroi de certaines subventions,

Décide

D'autoriser la répartition du subside octroyé par le Conseil de la Musique de 3500 euros, et perçu par le service Culture, pour l'organisation des différents festivités à Uccle à hauteur de : 1500€ au bénéfice de la Ferme Rose et de 2000€ au bénéfice l'A.S.B.L Saint Job qui Bouge, montants qui seront engagés à l'article 775/332-02/70 de l'exercice 2025;

D'autoriser l'octroi d'un subside exceptionnel de 1500€ au bénéfice de l'A.S.B.L Saint Job qui bouge pour l'organisation de Montagne en sons qui sera engagé à l'article 775/332-02/70 de l'exercice 2025;

De charger le Collège de l'application de sa décision.

Impact financier :

Allocation prévue : 70.000 € sous réserve de l'approbation du budget par la Tutelle

Article : 775/332-02/70 - Dépense : 5.000 €

Cultuur.- Muziekfeest 2025.- Verdeling van de subsidies van de Conseil de la Musique.Toekenning van een uitzonderlijke subsidie aan vzw Saint-Job qui bouge en aan vzw La Ferme Rose.- Vastlegging van de uitgaven.

De raad,

Aangezien er elk jaar in het kader van het Muziekfeest concerten op het Ukkelse grondgebied georganiseerd worden door verschillende partners en door de dienst Cultuur;

Aangezien de Conseil de la Musique de dienst Cultuur de opdracht gegeven heeft om een aanvraagdossier voor eenmalige ondersteuning in te vullen voor de verschillende evenementen die in de gemeente georganiseerd worden door de dienst Cultuur, La Ferme Rose en Saint-Job qui bouge, de drie entiteiten die traditioneel subsidies aanvragen aan deze instelling, en om de verkregen subsidies te verdelen over deze drie entiteiten;

Aangezien na analyse van het dossier van de dienst Cultuur met de verschillende geplande activiteiten de Conseil de la Musique beslist heeft een subsidie van € 3.500 toe te kennen aan de gemeente, te verdelen over de verschillende projecten;

Aangezien de dienst Cultuur voorstelt de ontvangen middelen te herverdelen door € 2.000 toe te kennen aan Montagne en sons en € 1.500 aan La Ferme Rose;

Aangezien La Ferme Rose op zaterdag 21 juni concerten organiseert, onder andere in samenwerking met vzw Generation+ en jeugdhuis Antirides;

Aangezien vzw Saint-Job qui bouge op zondag 22 juni het evenement Montagne en sons organiseert in de Berg van Sint-Job en de omgeving ervan;

Aangezien vzw Saint-Job qui bouge anderzijds de dienst Cultuur bevroegd heeft om een uitzonderlijke subsidie te krijgen voor haar evenement;

Aangezien dit evenement sinds 2015 bestaat en vrijwillig georganiseerd wordt door inwoners uit de wijk;

Gelet op de kwaliteit en de diversiteit van de georganiseerde concerten, de duurzaamheid van het evenement, de naamsbekendheid en de verankering in de gemeente van het evenement;

Gelet eveneens op de wens van de organisatoren om diverse bands te selecteren, waarbij ze erover waken de muzikale praktijken van vrouwelijke artiesten, mensen van kleur en minderheden en de integratie in de organisatie van de gemeenschap Berg van Sint-Job te promoten, een solidaire cohousing van burgers waar aan de zijde van vrijwillige begeleiders personen met een lichte mentale beperking leven, waarvan sommigen kiezen om op te treden tijdens het evenement;

Aangezien het voorstellingsdossier, dat ook de begroting van het evenement bevat, ter informatie bijgevoegd is;

Aangezien voorgesteld wordt een subsidie van € 1.500 toe te kennen voor dit evenement;

Aangezien de subsidies toegekend en gecontroleerd worden overeenkomstig de bepalingen van de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning van sommige toelagen;

Beslist:

De verdeling van de subsidie van de Conseil de la Musique van € 3.500, die de dienst Cultuur ontvangen heeft, voor de organisatie van de verschillende festiviteiten in Ukkel ten belope van € 1.500 voor La Ferme Rose en € 2.000 voor vzw Saint-Job qui bouge toe te staan;

De toekenning van een subsidie van € 1.500 aan vzw Saint-Job qui bouge voor de organisatie van Montagne en sons toe te staan;

Het college te belasten met de toepassing van zijn beslissing.

Personnes porteuses handicap - Personen met een handicap

24 Service des Personnes en situation de handicap.- Signature de la charte Handycity 2024-2030.

Le Conseil,

Attendu qu'en séance du 10 septembre 2020, le Conseil communal a ratifié la décision du Collège de signer la nouvelle Charte de l'inclusion de la personne en situation de handicap;

Attendu que celle-ci détaille les différents domaines d'actions qui doivent permettre de renforcer les initiatives déjà prises en matière d'autonomie et d'intégration des personnes porteuses de handicap;

Attendu que le label handycity est un label qui vise à encourager et mettre à l'honneur les communes qui se sont investies concrètement dans le processus d'inclusion de la personne en situation de handicap;

Que ce label constitue une reconnaissance du travail accompli par les communes pour leurs actions inclusives;

Attendu que la commune d'Uccle a obtenu ce label en 2024;

Qu'il est proposé par Esenca de poursuivre le travail par la signature d'une nouvelle charte Handycity 2024-2030, moyennant le questionnaire envoyé par Esenca qui doit être complété minutieusement et constitue une condition à la candidature pour obtenir le label Handycity 2030;

Décide :

de se porter candidat à l'obtention le label Handycity 2030 et de signer la nouvelle charte.

Dienst Personen met een Handicap - Ondertekening van het handvest Handycity 2024-2030.

De raad,

Aangezien de gemeenteraad in zitting van 10 september 2020 de beslissing van het college om het nieuwe handvest inzake de inclusie van personen met een handicap te ondertekenen heeft bekrachtigd;
Aangezien dit handvest de verschillende actiegebieden beschrijft die moeten leiden tot een versterking van de reeds genomen initiatieven op het gebied van autonomie en integratie van personen met een handicap;

Aangezien het label Handycity tot doel heeft gemeentes die zich concreet inzetten voor de inclusie van personen met een handicap aan te moedigen en te eren;

Aangezien dit label een erkenning is voor het werk dat de gemeentes hebben verricht op het vlak van inclusie;

Aangezien de gemeente Ukkel dit label in 2024 heeft behaald;

Aangezien Esenca voorstelt om het werk voort te zetten door een nieuw handvest Handycity 20252030 te ondertekenen, middels de door Esenca toegezonden vragenlijst die zorgvuldig moet worden ingevuld en een voorwaarde is voor de kandidatuur voor het label Handycity 2030;

Beslist:

zich kandidaat te stellen voor het label Handycity 2030 en het nieuwe handvest te ondertekenen.

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Solidarité internationale - Internationale solidariteit

25 Dossier Ukraine.- Soutien à la ville de Bucha.- Adhésion de la commune au programme de formation et de stage TIPS4UA.

Le Conseil,

Considérant l'invasion militaire de l'Ukraine par la Fédération de Russie qui a débuté le 24 février 2022 ;

Considérant que l'Ukraine prend actuellement des mesures pour se reconstruire avec le soutien de la décision du Conseil européen en décembre 2023 d'accorder le statut de pays candidat pour l'adhésion à l'UE ; ayant montré la voie dans la résistance locale et fait preuve de résilience face à la guerre, les municipalités locales sont les forces motrices de la reconstruction et du renouvellement de l'Ukraine ;

Considérant que le 7 mars 2025, le Comité européen des régions et le programme « Ukraine – Autonomisation locale, responsabilité et développement » (U-LEAD avec l'Europe) ont lancé un programme visant à former les dirigeants locaux et régionaux et les fonctionnaires ukrainiens à la gestion de projets liés à la reconstruction ; que le programme encouragera également la création de partenariats entre les villes ;

Considérant que le CdR sert également de secrétariat à l'Alliance européenne des régions et des villes pour la reconstruction de l'Ukraine, qui encourage vivement les collectivités infranationales à établir des partenariats ; U-LEAD étant une initiative de l'Équipe Europe en partenariat avec le gouvernement ukrainien, l'Union européenne, l'Allemagne, le Danemark, la France, la Pologne et la Slovénie ; U-LEAD, qui soutient la réforme de la décentralisation en Ukraine depuis 2016, sera responsable de la mise en œuvre quotidienne du programme ;

Considérant qu'une partie du financement proviendra de l'UE ; que les municipalités hôtes devront également apporter des ressources ;

Considérant que le programme TIPS4UA vise à doter les dirigeants municipaux et les fonctionnaires d'une expérience et de connaissances qui aideront l'Ukraine sur la voie de l'adhésion à l'UE, ainsi qu'à favoriser les partenariats transfrontaliers entre les municipalités ukrainiennes et de l'UE ;

Considérant que vingt municipalités réparties dans 14 États membres de l'UE – dont neuf sont directement affiliées à des membres ou suppléants du CdR – et 44 membres du personnel de

municipalités ukrainiennes devraient participer à une phase pilote de six mois, qui débute en avril 2025 ;

Considérant que la mise en œuvre est faite trois phases:

-Entre mars et mai 2025 : Formation en Ukraine - Les participants suivent une formation complètecouvrant des sujets tels que la préparation du projet et la gestion du cycle du projet ;

-Entre mai et octobre 2025 : L'observation en situation de travail dans l'UE - Des maires ou desmaires adjoints ukrainiens, ainsi que des experts administratifs, seront placés dans les municipalités d'accueil au sein de l'UE pour des possibilités d'apprentissage pratique et d'échange ;

-Retour en Ukraine : L'apprentissage entre pairs se poursuivra dans le cadre d'une communauté depratique, favorisant la collaboration continue et le partage des connaissances ;

Considérant la demande de jumelage de la ville ukrainienne de Bucha qui sollicitait cinq communes bruxelloises (Uccle, Forest, Saint-Gilles, Woluwé-St-Lambert, Ixelles) dans un courriel relayé à la commune d'Uccle par l'association Brulocalis le 22 décembre 2022 ;

Considérant l'occupation de la ville de Bucha en Ukraine qui a duré près d'un mois jusqu'à sa libération le 31 mars 2022 ainsi que les massacres et destructions qui y ont été perpétrés par les militaires russes ;

Considérant la reconstruction progressive de la ville depuis 2 ans avec le soutien des Nations Unies qui ont travaillé en étroite collaboration avec les autorités locales, le gouvernement et les partenaires internationaux pour permettre à la ville de reprendre vie ;

Considérant la position géographique (à 25km au nord-ouest de Kyïv et faisant partie de son agglomération) et démographique (district de Bucha 72 200 habitants en 2022 dont 36 971 habitants dans la ville-même de Bucha – centre administratif du district) ;

Considérant qu'il est proposé d'organiser les deux semaines de mentorat à la mi-juin 2025 (du 16/06/2025 au 27/06/2025) en fonction des disponibilités des services communaux qui seront impliqués dans ce projet eu égard aux différents thèmes abordés à savoir la Propreté, l'Environnement, la Voirie, le Facility, l'Urbanisme, la Centrale des marchés, la Recette, le secrétariat central ;

Considérant que les deux stagiaires qui viendront à Uccle sont :

-L'adjointe au maire responsable des relations internationales de la ville de Bucha du la semaine du16/06 au 20/06 ;

-La responsable du service international de l'administration les deux semaines du 16/06 au 27/06

;Décide :

-d'approuver l'adhésion de la commune au programme de formation et de stage TIPS4UA qui se déroulera à Uccle du 16/06/2025 au 27/06/2025 en partenariat avec la Ville de Bucha en Ukraine.

Dossier Oekraïne.- Steun aan de stad Boetsja.- Toetreding van de gemeente tot het opleidingsen stageprogramma TIPS4UA.

Gelet op de militaire invasie van Oekraïne door de Russische Federatie die op 24 februari 2022 is begonnen;

Overwegende dat Oekraïne momenteel maatregelen neemt om zich te herstellen met de steun van de beslissing van de Europese Raad van december 2023 om het land de status van kandidaat-lidstaat van de EU toe te kennen; dat lokale gemeentes het voortouw hebben genomen in het lokale verzet en

veerkracht hebben getoond in het licht van de oorlog en daarmee de drijvende kracht zijn achter de wederopbouw en het herstel van Oekraïne;

Overwegende dat het Europees Comité van de Regio's en het programma “Ukraine – Local Empowerment, Accountability and Development” (U-LEAD met Europa) op 7 maart 2025 een programma hebben gelanceerd om lokale en regionale leiders en ambtenaren in Oekraïne op te leiden in het beheer van wederopbouwprojecten; dat het programma ook de totstandkoming van partnerschappen tussen steden zal aanmoedigen;

Overwegende dat het CvdR ook fungeert als secretariaat van de Europese Alliantie van steden en regio's voor de wederopbouw van Oekraïne. die subnationale overheden sterk aanmoedigt om partnerschappen aan te gaan; Overwegende dat U-LEAD een initiatief is van Europa in samenwerking met de Oekraïense regering, de Europese Unie, Duitsland, Denemarken, Frankrijk, Polen en Slovenië; U-LEAD, dat sinds 2016 de decentralisatiehervorming in Oekraïne ondersteunt, zal verantwoordelijk zijn voor de dagelijkse uitvoering van het programma;

Overwegende dat een deel van de financiering afkomstig zal zijn van de EU; dat de gastgemeentes ook middelen moeten bijdragen;

Overwegende dat het TIPS4UA-programma tot doel heeft gemeentelijke leiders en ambtenaren ervaring en kennis bij te brengen die Oekraïne zullen helpen op weg naar toetreding tot de EU en grensoverschrijdende partnerschappen tussen Oekraïense en EU-gemeentes te bevorderen;

Overwegende dat twintig gemeentes in 14 EU-lidstaten - waarvan negen rechtstreeks verbonden zijn met leden of plaatsvervangers van het CvdR - en 44 medewerkers van Oekraïense gemeentes naar verwachting zullen deelnemen aan een proefperiode van zes maanden die in april 2025 van start gaat; Overwegende dat de uitvoering in drie fases verloopt:

- Tussen maart en mei 2025: Opleiding in Oekraïne - De deelnemers volgen een volledige opleiding over onderwerpen als projectvoorbereiding en projectcyclusbeheer;
- Tussen mei en oktober 2025: Waarneming op de werkplek in de EU - Oekraïense burgemeesters of adjunct-burgemeesters en administratieve deskundigen worden in gastgemeentes in de EU geplaatst voor praktische leerervaringen en uitwisselingen;
- Terugkeer naar Oekraïne: Het leren tussen collega's wordt voortgezet in het kader van een praktijkgemeenschap die voortdurende samenwerking en kennisuitwisseling bevordert;

Gelet op het verzoek om jumelage van de Oekraïense stad Boetsja, die vijf Brusselse gemeentes (Ukkel, Vorst, Sint-Gillis, Sint-Lambrechts-Woluwe en Elsene) heeft benaderd in een e-mail die op 22 december 2022 door vereniging Brulocalis naar de gemeente Ukkel werd doorgestuurd;

Gelet op de bezetting van de stad Boetsja in Oekraïne, die bijna een maand heeft geduurd tot de bevrijding op 31 maart 2022, en de moordpartijen en vernielingen die daar door het Russische leger zijn gepleegd;

Gelet op de geleidelijke wederopbouw van de stad sinds twee jaar met de steun van de Verenigde Naties, die nauw hebben samengewerkt met lokale overheden, de regering en internationale partners om de stad weer tot leven te brengen;

Gelet op de geografische ligging (25 km ten noordwesten van Kiev en onderdeel van de agglomeratie) en de demografische situatie (district Boetsja 72.200 inwoners in 2022, waarvan 36.971 inwoners in de stad Boetsja zelf - administratief centrum van het district);

Overwegende dat er wordt voorgesteld om het twee weken durende mentoraat te organiseren in de tweede helft van juni 2025 (van 16/06/2025 tot 27/06/2025), afhankelijk van de beschikbaarheid van de gemeentediensten die bij dit project zullen worden betrokken, rekening houdend met de verschillende thema's die aan bod zullen komen, namelijk reinheid, milieu, wegen, facility, stedenbouw, de opdrachtcentrale, de ontvangerij en het centraal secretariaat;

Overwegende dat de volgende twee stagiairs naar Ukkel zullen komen:

- De adjunct-burgemeester verantwoordelijk voor internationale betrekkingen van de stad Boetsja, van 16/06 tot 20/06;
- De verantwoordelijke van de internationale dienst van het bestuur gedurende twee weken van 16/06 tot 27/06;

Beslist:

zijn goedkeuring te verlenen aan de toetreding van de gemeente tot het opleidings- en stageprogramma TIPS4UA dat van 16/06/2025 tot 27/06/2025 in Ukkel zal plaatsvinden in samenwerking met de stad Boetsja in Oekraïne.

DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN

Famille - Famille

26 **Service Santé.- Subside communal attribué au Centre de Secours d'Uccle "ACS - UCCLE". Années 2026 et 2027 - Approbation de la convention - Engagement de la dépense.**

Le Conseil,

Considérant que le Centre de Secours d'Uccle (A.C.S. UCCLE) est une association qui offre bénévolement un soutien logistique lors d'organisations communales;

Attendu que le Centre de Secours d'Uccle n'est redevable d'aucune somme envers la Commune;

Attendu qu'un subside a déjà été accordé au Centre de Secours d'Uccle, chaque année, depuis 2022;

Attendu qu'une nouvelle convention pourrait être signée, afin qu'ils soient d'office présents lors de 14 manifestations organisées par la commune d'Uccle (chasse aux œufs, cross du parascolaire, Homborch en fête, cinéma en plein air, Nuit au parc, UckelAir, Jeunesse en fête, Foire de Saint- Job, Véloce, journée sans voiture, cortège d'Halloween, cérémonie du 1er novembre, fête de la natation, Place aux enfants);

Attendu qu'un crédit de 5.000 € est prévu à l'article 849/332-02/90 du budget 2025; afin de leur octroyer un subside pour leur présence lors de ces événements;

Qu'un crédit de 5.000 € sera à prévoir aux budgets 2026 et 2027 sous réserve de l'approbation du budget par les Autorités compétentes ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins,

Décide :

- de marquer son accord sur la convention avec les ACS, pour les années 2025, 2026 et 2027 et sur le formulaire à compléter par les services demandeurs ;
- de marquer son accord sur le paiement d'un subside de 5.000 € à l'asbl "A.C.S. UCCLE";

- d'engager et d'imputer cette somme à l'article budgétaire 849/332-02/90 de 2025;
- d'engager et d'imputer cette somme à l'article budgétaire 849/332-02/90 de 2026 et 2027, sous réserve d'approbation des budgets 2026 et 2027 par les Autorités compétentes.

Dienst Gezondheid.- Gemeentelijke subsidie toegekend aan Centre de Secours d'Uccle "ACS UCCLE. Dienstjaren 2025, 2026 en 2027 - Goedkeuring van de overeenkomst.

De raad,

Overwegende dat het Centre de Secours d'Uccle (A.C.S. Uccle) een vereniging is die op vrijwillige basis logistieke steun biedt tijdens gemeentelijke evenementen;

Overwegende dat het Centre de Secours d'Uccle geen enkel bedrag verschuldigd is aan de gemeente;

Overwegende dat er sinds 2022 een subsidie werd toegekend aan het Centre de Secours d'Uccle;

Overwegende dat een nieuwe overeenkomst ondertekend zou kunnen worden zodat zij automatisch aanwezig zijn bij 14 evenementen die door de gemeente Ukel worden georganiseerd (eierjacht, cross van de Bijschoolse Activiteiten, Homborchfeest, film in de openlucht, Nacht in het park, UkelAir, Jeugdfest, jaarmarkt van Sint-Job, Veloce, autoloze dag, halloweenoptocht, 1 novemberceremonie, zwemfeest, Ukelbeek);

Aangezien er onder artikel 849/332-02/90 van de begroting 2025 een bedrag van € 5.000 is voorzien om hen een subsidie te kunnen toekennen voor hun aanwezigheid tijdens deze evenementen;

Aangezien er € 5.000 voorzien zal worden in de begrotingen 2026 en 2027 onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting door de bevoegde overheden; Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist:

- zijn goedkeuring te verlenen aan de overeenkomst met de ACS's voor de jaren 2025, 2026 en 2027 en het formulier dat door de aanvragende diensten ingevuld moet worden;
- zijn goedkeuring te verlenen aan de betaling van een subsidie van € 5.000 aan vereniging "A.C.S. UCCLE";
- dit bedrag te boeken en vast te leggen onder begrotingsartikel 849/332-02/90 van 2025;
- dit bedrag vast te leggen en te boeken onder begrotingsartikel 849/332-02/90 van 2026 en 2027 onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingen 2026 en 2027 door de bevoegde overheden.

Crèches - Kinderdagverblijven

27 **Service Crèches.- Modification du règlement d'ordre intérieur applicable au service d'accueil d'enfants malades à domiciles.- Approbation.**

Le Conseil,

Vu qu'en séance du 26 septembre 1978, l'Assemblée avait approuvé le dernier règlement d'ordre intérieur applicable au service d'accueil d'enfants malades à domicile;

Que ce règlement est à présent désuet et qu'il y a dès lors lieu de le modifier dans son entièreté, selon le canevas préétabli par l'O.N.E;

Considérant l'Arrêté du 17 décembre 2003, fixant le Code de qualité de l'accueil;

Considérant l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2014, fixant la réglementation des services d'accueil d'enfants malades à domicile;

Considérant l'Arrêté du gouvernement de la Communauté Française du 3 avril 2019, modifiant réglementation des services d'accueil d'enfants malades à domicile;

Vu que ce dernier Arrêté reprend les diverses modifications relatives à la terminologie utilisée dans le règlement d'ordre intérieur;

Vu l'obligation d'intégrer dans Pro O.N.E le règlement d'ordre intérieur pour le service d'accueil d'enfants malades à domicile, selon le modèle prédéfini;

Qu'il y aurait lieu d'adapter le nouveau règlement d'ordre intérieur (cfr annexe), d'une part en fonction des nouvelles obligations légales et d'autre part, en fonction des adaptations demandées par l'O.N.E;

Décide :

- d'approuver les modifications apportées au règlement d'ordre intérieur applicable au service d'accueil d'enfants malades à domicile.

Dienst Kinderdagverblijven.- Wijziging van het huishoudelijk reglement van toepassing op de thuisopvangdienst voor zieke kinderen.- Goedkeuring.

De raad,

Overwegende dat de vergadering in zitting van 26 september 1978 het laatste huishoudelijk reglement van toepassing op de thuisopvangdienst voor zieke kinderen goedgekeurd;

Aangezien dit reglement inmiddels achterhaald is en derhalve in haar geheel moet worden gewijzigd, volgens het door de O.N.E. vastgestelde model;

Gelet op het besluit van 17 december 2003 tot vaststelling van de kwaliteitsopvangcode;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2014 tot vaststelling van de regelgeving van de thuisopvangdiensten voor zieke kinderen;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 3 april 2019 tot wijziging van de regelgeving van de thuisopvangdiensten voor zieke kinderen;

Aangezien dit laatste besluit de verschillende wijzigingen met betrekking tot de in het huishoudelijk reglement gebruikte terminologie overneemt;

Gelet op de verplichting om het huishoudelijk reglement voor de thuisopvangdienst voor zieke kinderen volgens het vooraf vastgestelde model op te nemen in Pro O.N.E.;

Aangezien het nieuwe huishoudelijk reglement (zie bijlage) aangepast moet worden aan de nieuwe wettelijke verplichtingen en aan de wijzigingen gevraagd door de O.N.E.;

Beslist:

- de wijzigingen in het huishoudelijk reglement voor de thuisopvangdienst voor zieke kinderen goed te keuren.

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Centrale des marchés - Opdrachtencentrale

- 28 **Services postaux - Approbation de l'adhésion à l'accord-cadre passé par CREAT Services dv agissant en centrale de marchés et approbation de la dépense – Décision de l'Assemblée du 20 mars 2025 - Modification de la date d'adhésion et des engagements 2025 et 2029**

Le Conseil,

Vu la décision de l'Assemblée du 20 mars 2025 approuvant l'adhésion à l'accord-cadre passé par CREAT Services dv agissant en centrale de marchés ;

Vu que cette décision mentionne comme date d'adhésion le 1er juillet 2025 ;

Considérant qu'in fine l'accord-cadre passé en centrale d'achat par la commune de Molenbeek, attribué à Postalia Belgium BV Gustave Fachedreef 1, 7700 Moeskroen, auquel la commune d'Uccle a adhéré à compter du 1er juillet 2022, prendra fin le 31 mai 2025 ;

Considérant qu'il est en conséquence nécessaire d'adhérer à l'accord-cadre « *Fysiek aangeleverde uitgaande post* » passé par CREAT Services dv à compter du 1^{er} juin 2025 jusqu'au 31 mai 2029 ;

Décide :

D'adhérer à l'accord-cadre « *Fysiek aangeleverde uitgaande post* » passé en centrale de marché par la Centrale CREAT Services dv, Botermarkt, 1 – 9000 GENT, attribué à

Postalia Belgium BV Gustave Fachedreef 1, 7700 Moeskroen, à compter du 1^{er} juin 2025 jusqu'au 31 mai 2029 ;

Cette décision sera notifiée à CREAT Services dv par le Collège des Bourgmestre et Echevins dès son approbation.

Postdiensten.- Goedkeuring van de aansluiting bij de raamovereenkomst gesloten door CREAT Services dv handelend als opdrachtcentrale – wijziging van de aansluitingsdatum en van de uitgaven voor 2025 en 2029

De raad,

Gelet op de beslissing van de vergadering van 20 maart 2025 tot goedkeuring van de aansluiting bij de raamovereenkomst gesloten door CREAT Services dv handelend als opdrachtcentrale;

Aangezien deze beslissing 1 juli 2025 vermeld als aansluitingsdatum;

Overwegende dat de raamovereenkomst geplaatst als aankoopcentrale door de gemeente Molenbeek, gegund aan Postalia Belgium BV, Drève Gustave Fache 1, 7700 Moeskroen, waarbij de gemeente Ukkel aangesloten is vanaf 1 juli 2022, per slot van rekening afloopt op 31 mei 2025;

Overwegende dat het bijgevolg noodzakelijk is aan te sluiten bij de raamovereenkomst "*Fysiek aangeleverde uitgaande post*", geplaatst door CREAT Services dv, van 1 juni 2025 tot 31 mei 2029;

Beslist:

Aan te sluiten bij de raamovereenkomst "*Fysiek aangeleverde uitgaande post*", geplaatst als opdrachtcentrale door de Centrale CREAT Services dv, Botermarkt 1, 9000 GENT, gegund aan Postalia Belgium BV, Drève Gustave Fache 1, 7700 Moeskroen, van 1 juni 2025 tot 31 mei 2029;

Deze beslissing wordt door het college van burgemeester en schepenen aan CREAT Services dv betekend na de goedkeuring ervan.

-
- 29 **Préparation, conditionnement et livraison de repas à destination de personnes âgées et handicapées ou en situation d'urgence de 2026 à 2029- Approbation des conditions et de la procédure de passation.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234 § 1^{er} relatif aux compétences du Conseil communal ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Considérant qu'il est proposé de passer ce marché par procédure ouverte ;

Considérant le cahier des charges N° 2024-084 relatif au marché "Préparation, conditionnement et livraison de repas à des na on de personnes âgées et handicapées ou en situa on d'urgence de 2026 à 2029" établi par la Centrale de marchés en collaboration avec le service Action Sociale ;

Considérant que le montant global es mé de ce marché s'élève à 1.034.000 € hors TVA ou 1.096.040 €, 6 % TVA comprise ;

Considérant que cette estimation dépasse les seuils d'application de la publicité européenne ;

Considérant que les crédits perme ant ces dépenses sont inscrits à l'article budgétaire : 834/12404/92 ;

Sous réserve de l'approba on des budgets ordinaires 2026 et suivants par les instances compétentes.

Décide :

D'approuver le cahier des charges N° 2024-084 et le montant es mé du marché « Préparation, conditionnement et livraison de repas à des na on de personnes âgées et handicapées ou en situa on d'urgence de 2026 à 2029 », établis par la Centrale de marchés en collabora on avec le service Ac on Sociale. Les condi ons sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécu on des marchés publics. Le montant es mé s'élève à 1.034.000 € hors TVA ou 1.096.040 €, 6 % TVA comprise.

De passer le marché par la procédure ouverte ;

De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national et européen ;

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Imputation budgétaire :

Exercices 2026 et suivants

Article budgétaire : 834/124-04/92

Dépense totale envisagée : 1.096.040 €

Sous réserve de l'approbation des budgets ordinaires 2026 et suivants par les instances compétentes

Bereiding, verpakking en levering van maaltijden voor ouderen, gehandicapten of personen in een noodsituatie van 2026 tot 2029 - Goedkeuring van de voorwaarden en van de plaatsingsprocedure.

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §1 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de monitoring, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, meer bepaald artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Overwegende dat voorgesteld wordt deze opdracht te gunnen via openbare procedure;

Overwegende het bestek nr. 2024-084 met betrekking tot de opdracht "Bereiding, verpakking en levering van maaltijden voor ouderen, gehandicapten of personen in een noodsituatie van 2026 tot 2029", opgesteld door de Opdrachtcentrale in samenwerking met de dienst Sociale Actie;

Overwegende dat het geraamd totaalbedrag van deze opdracht € 1.034.000 excl. btw of € 1.096.040 inclusief 6 % btw beloopt;

Overwegende dat deze raming de drempels overschrijdt die van toepassing zijn op de Europese bekendmaking;

Overwegende dat de kredieten die deze uitgaven mogelijk maken ingeschreven zijn op de begrotingsartikelen van de economische code 834/124-04/92;

Onder voorbehoud van de goedkeuring van de gewone begroting 2026 en volgende door de bevoegde instanties;

Beslist:

Het bestek nr. 2024-084 en het geraamd bedrag van de opdracht "Bereiding, verpakking en levering van maaltijden voor ouderen, gehandicapten of personen in een noodsituatie van 2026 tot 2029", opgesteld door de Opdrachtcentrale in samenwerking met de dienst Sociale Actie, goed te keuren.

De voorwaarden zijn vastgesteld zoals voorzien in het bestek en in de algemene uitvoeringsregels van overheidsopdrachten. Het geraamd bedrag beloopt € 1.034.000 excl. btw of € 1.096.040 inclusief 6 % btw beloopt;

De opdracht te gunnen via openbare procedure;

De aankondiging van de opdracht op na onaal en Europees niveau te vervolledigen, goed te keuren en te versturen;

Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht.

Budgettaire aanrekening:

Dienstjaar 2026 en volgende

Begrotingsartikel: 834/124-04/92

Totale overwogen uitgave: € 1.096.040

Onder voorbehoud van de goedkeuring van de gewone begro ng 2026 en volgende door de bevoegde instanties

30 **Marchés publics - Nouvelle loi communale, article 234 § 3 - Prise pour information des décisions du Collège échevinal**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234, § 3 et 236,

Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins suivantes : - 22 avril 2025 : Centre de Planning Familial - Réfection des encadrements des fenêtres, des lucarnes et des châssis dans les versants de toiture - Marché de travaux - Procédure négociée sans publication préalable.- Approbation des conditions du marché, du mode de passation et des firmes à consulter - 50.000,00 T.V.A.C. - Article : 871/724-60/85.

- 22 avril 2025 : Adhésion au marché de la centrale d'achat de Bruxelles Environnement pour la fourniture de papeterie pour les écoles communales 2025 – Marché subséquent : Commande pour le service de l'Education - 51.500 €, 92.420 €, 4.390 €, 8.190 € soit pour un total de 156.500,00 € T.V.A.C. - Articles : 721/124-02/40, 722/124-02/40, 75101/124-02/40, 75102/124-02/40.

- 6 mai 2025 : Acquisition d'un système de scanning d'occasion, incluant l'entretien et l'installation, destiné au contrôle du stationnement réglementé - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 §3 de la nouvelle loi communale 36.300,00 €, 19.360,00 €, 31.581,00 € soit pour un total de 118.822,00 € T.V.A.C. - Articles : 424/744-51/81-20250006, 424/127-06/81, 424/124-06/81.

- 13 mai 2025 : Asphaltage de l'avenue Château de Walzin et de l'avenue Maxime Van Praag Exercice 2025.- Approbation de la dépense, des documents et de la procédure de passation du marché - 188.063,65 € T.V.A.C.- Article : 421/731-60/82-20250273.

- 13 mai 2025 : Réparation du véhicule 315 immatriculé : 1 JPY 219. Changement complet del'embrayage - Engagement de la dépense - Paiement de la facture - Mode de financement 1.067,51 € T.V.A.C. - Article : 136/745-52/-/84.

- 13 mai 2025 : Réparation du véhicule 467 immatriculé : 1 HKF 936. Changement complet del'embrayage - Engagement de la dépense - Paiement de la facture - Mode de financement 855,99 € T.V.A.C. - Article : 136/745-52/-/84-20250315.
- 13 mai 2025 : Réparation du véhicule 313 immatriculé : 1 SRN 052. Changement complet del'embrayage - Engagement de la dépense - Paiement de la facture - Mode de financement 1.198,71 € T.V.A.C. - Article : 136/745-52/-/84-20250315.
- 13 mai 2025 : Réparation du véhicule 300 immatriculé : 1 TJU 859. Changement complet del'embrayage - Engagement de la dépense - Paiement de la facture - Mode de financement 2.328,91 € T.V.A.C. - Article : 136/745-52/-/84-20250315.
- 13 mai 2025 : Réparation du véhicule 669 immatriculé : 1 AQY 836. Changement complet del'embrayage - Engagement de la dépense - Paiement de la facture - Mode de financement 964,66 € T.V.A.C. - Article : 136/745-52/-/84-20250315.
- 13 mai 2025 : Réparation du véhicule 344 immatriculé : 1 TFV 211. Changement complet del'embrayage - Engagement de la dépense - Paiement de la facture - Mode de financement 1.637,71 € T.V.A.C. - Article : 136/745-52/-/84-20250315.
- 13 mai 2025 : Réparation du véhicule 141 immatriculé : 1 EUW 124. Changement complet del'embrayage - Engagement de la dépense - Paiement de la facture - Mode de financement 468,08 € T.V.A.C. - Article : 136/745-52/-/84-20250315.
- 13 mai 2025 : Réparation du véhicule 489 immatriculé : 1 GME 901. Réparation de l'arbre detransmission arrière - Engagement de la dépense - Paiement de la facture - Mode de financement - 1.361,25 € T.V.A.C. - Article : 136/745-52/-/84-20250315.
- 13 mai 2025 : Fourniture d'art et de bricolage des écoles communales 2025 - Approbation desconditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - 65.200,00 €, 46.900,00 €, 6.400,00 €, 6.500,00 € soit pour un total de 125.000,00 € T.V.A.C. - Articles 721/124-02/40, 722/124-02/40, 75101/124-02/40, 75102/12402/40.
- 13 mai 2025 : Accord-cadre de Bruxelles Environnement pour le leasing opérationnel de véhiculesrespectueux de l'environnement– Marché subséquent - Approbation d'un véhicule choisi pour les besoins du service Education – Affectation d'un véhicule au service Rénovation Maintenance Engagement des dépenses - 781 € par mois, 824,84 € par mois T.V.A.C. - Articles 137/12712/58, 701/127-12/58.

Overheidsopdrachten - Nieuwe gemeentewet, artikel 234 § 3 - Kennisneming van beslissingen van het Schepencollege

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 234, leden 3 et 236,

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het college van burgemeester en schepenen

- : - 22 april 2025 : Centrum voor gezinsplanning - Renovatie van de raamkozijnen, dakkapellen en raankozijnen in dakhellingen - Overheidsopdracht voor werken - Overheidsopdracht zonder voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van de voorwaarden van de overheidsopdracht 50.000,00 B.T.W. - Artikel : 871/724-60/85.
- 22 april 2025 : Toetreding tot het contract van de aankoopcentrale van Leefmilieu Brussel voor delevering van kantoorbenodigdheden voor plaatselijke scholen 2024 - Later contract: Bestelling voor het departement Onderwijs - 51.500 €, 92.420 €, 4.390 €, 8.190 € voor een totaal van 156.500,00 € B.T.W. - Artikelen : 721/124-02/40, 722/124-02/40, 75101/124-02/40, 75102/124-02/40. - 6 mei 2025 : Aankoop van een tweedehands scansysteem, inclusief het onderhoud en de installatie, bestemd voor de controle van het gereguleerd parkeren – Goedkeuring van de voorwaarden, van de plaatsingswijze en van de te raadplegen firma's – Toepassing van artikel 234 §4 van de Nieuwe Gemeentewet - 36.300,00 €, 19.360,00 €, 31.581,00 € voor een totaal van 118.822,00 € B.T.W. - Artikelen : 424/744-51/81-20250006, 424/127-06/81, 424/124-06/81.
- 13 mei 2025 : Asfaltering van de Kasteel de Walzinlaan en Maxime Van Praaglaan - Dienstjaar

2025. - Kennisneming van de beslissing van het Schepencollege goedkeurend van de uitgave van 188.063,65€ BTW inbegrepen, artikel 421/731-60/82, de documenten en de plaatsing van de procedure van de opdracht. - 188.063,65 € B.T.W..- Artikel : 421/731-60/82-20250273. - 13 mei 2025 : Reparatie van voertuig 315 kenteken: 1 JPY 219. Volledige vervanging van de koppeling - Vastlegging van de uitgaven - Betaling van de factuur - Wijze van financiering 1.067,51 € B.T.W. - Artikel : 136/745-52/-/84.

- 13 mei 2025 : Reparatie van voertuig 467 kenteken: 1 HKF 936. Volledige vervanging van de koppeling - Vastlegging van de uitgaven - Betaling van de factuur - Wijze van financiering - 855,99 € B.T.W. - Artikel : 136/745-52/-/84-20250315.

- 13 mei 2025 : Reparatie van voertuig 313 kenteken: 1 SRN 052. Volledige vervanging van de koppeling - Vastlegging van de uitgaven - Betaling van de factuur - Wijze van financiering 1.198,71 € B.T.W. - Artikel : 136/745-52/-/84-20250315.

- 13 mei 2025 : Reparatie van voertuig 300 kenteken: 1 TJU 859. Volledige vervanging van de koppeling - Vastlegging van de uitgaven - Betaling van de factuur - Wijze van financiering 2.328,91 € B.T.W. - Artikel : 136/745-52/-/84-20250315.

- 13 mei 2025 : Reparatie van voertuig 669 kenteken: 1 AQY 836. Volledige vervanging van de koppeling - Vastlegging van de uitgaven - Betaling van de factuur - Wijze van financiering - 964,66 € B.T.W. - Artikel : 136/745-52/-/84-20250315.

- 13 mei 2025 : Reparatie van voertuig 344 kenteken: 1 TFV 211. Volledige vervanging van de koppeling - Vastlegging van de uitgaven - Betaling van de factuur - Wijze van financiering 1.637,71 € B.T.W. - Artikel : 136/745-52/-/84-20250315.

- 13 mei 2025 : Reparatie van voertuig 141 kenteken: 1 EUW 124. Volledige vervanging van de koppeling - Vastlegging van de uitgaven - Betaling van de factuur - Wijze van financiering - 468,08 € B.T.W. - Artikel : 136/745-52/-/84-20250315.

- 13 mei 2025 : Reparatie van voertuig 489 kenteken: 1 GME 901. Volledige vervanging van de koppeling - Vastlegging van de uitgaven - Betaling van de factuur - Wijze van financiering 1.361,25 € B.T.W. - Artikel : 136/745-52/-/84-20250315.

- 13 mei 2025 : Kunst- en doe-het-zelfbenodigdheden voor gemeentelijke scholen 2025 Goedkeuring van voorwaarden, gunningsprocedure en te raadplegen bedrijven - Toepassing van artikel 234, lid 3, van de nieuwe gemeentewet - 65.200,00 €, 46.900,00 €, 6.400,00 €, 6.500,00 € voor een totaal van 125.000,00€ B.T.W. - Artikelen : 721/124-02/40, 722/124-02/40, 75101/12402/40, 75102/124-02/40.

- 13 mei 2025 : Raamovereenkomst van Leefmilieu Brussel voor de operationele leasing van milieuvriendelijke voertuigen – Volgende opdracht - Goedkeuring van het voertuig gekozen voor de onderwijsdienst - Toewijzing van een voertuig aan de renovatie onderhoudsdienst - Vastlegging van de uitgaven - 781 € per maand, 824,84 € per maand B.T.W. - Artikelen 137/127-12/58, 701/127-12/58.

Secrétariat central - Centraal secretariaat

31 Interpellation de Mme Mavinga : Valorisation du conseil consultatif des personnes en situation de handicap

Interpellatie van mevr. Mavinga : De rol van de adviesraad voor mensen met een handicap versterken

- 32 **Interpellation de M. Hublet : frontons des « Deux Alice », œuvres classées du sculpteur J. Dillens, aujourd’hui laissées à l’abandon au 57, avenue Groeselenberg.**

Interpellatie van de h. Hublet : Twee Alice” frontons, geklasseerde werken van beeldhouwer J. Dillens, nu verlaten op Groeselenberglaan 57.

-
- 33 **Interpellation de M. Cools : fermeture de l’antenne de police du Fort-Jaco**

Interpellatie van de h. Cools : sluiting van het politiebureau Fort-Jaco

-
- 34 **Question orale de M. Cools : kermesse de Saint-Job**

Mondelinge vraag van de h. Cools : kermis van Saint-Job